Parlement européen
2024-2029

Commission des affaires économiques et monétaires

2024/2116(INI)

5.5.2025

AMENDEMENTS
1 - 339

Projet de rapport
Aurore Lalucq
(PE770.112v01-00)

Faciliter le financement des investissements et des réformes pour stimuler la compétitivité européenne et créer une union des marchés des capitaux (rapport Draghi)
(2024/2116(INI))

AM_Com_NonLegReport

Amendement 1
Ľudovít Ódor, Anouk Van Brug, Pascal Canfin, Billy Kelleher, Stéphanie Yon-Courtin

Proposition de résolution
Visa -1 (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la communication de la Commission du 19 mars 2025 intitulée «Union de l'épargne et des investissements. Une stratégie destinée à favoriser la richesse des citoyens et la compétitivité économique dans l'UE» (COM(2025)0124),

Or. en

Amendement 2
Regina Doherty

Proposition de résolution
Visa 4 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la communication de la Commission du 29 janvier 2025 intitulée «Une boussole pour la compétitivité de l'UE» (COM(2025)0030),

Or. en

Amendement 3
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Visa 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la communication de la Commission du 26 février 2025 intitulée «Le pacte pour une industrie propre: une feuille de route commune pour la

compétitivité et la décarbonation» (COM(2025)0085),

Or. en

Amendement 4
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Visa 6 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la communication de la Commission du 11 décembre 2019 sur «Le pacte vert pour l'Europe» (COM(2019)0640),

Or. en

Amendement 5
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Visa 6 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu sa résolution du 15 janvier 2020 sur le pacte vert pour l'Europe (P9_TA(2020)0005),

Or. en

Amendement 6
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Visa 6 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la communication de la

Commission du 11 mars 2020 intitulée «Un nouveau plan d'action pour une économie circulaire – Pour une Europe plus propre et plus compétitive», COM(2020)0098,

Or. en

Amendement 7
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Visa 6 sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu sa résolution du 10 février 2021 sur le nouveau plan d'action en faveur d'une économie circulaire (P9_TA(2021)0640),

Or. en

Amendement 8
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Visa 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la communication de la Commission du 19 mars 2025 intitulée «Union de l'épargne et des investissements. Une stratégie destinée à favoriser la richesse des citoyens et la compétitivité économique dans l'UE» (COM(2025)0124),

Or. en

Amendement 9
Arba Kokalari

Proposition de résolution
Visa 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la communication de la Commission du 29 janvier 2025 intitulée «Une boussole pour la compétitivité de l'UE» (COM(2025)0030),

Or. en

Amendement 10
Dirk Gotink

Proposition de résolution
Visa 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la communication de la Commission du 29 janvier 2025 intitulée «Une boussole pour la compétitivité de l'UE» (COM(2025)0030),

Or. en

Amendement 11
Dirk Gotink

Proposition de résolution
Visa 8 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la communication de la Commission intitulée «Union de l'épargne et des investissements. Une stratégie destinée à favoriser la richesse des citoyens et la compétitivité économique dans l'UE» du 19 mars 2025 (COM(2025)0124),

Or. en

Amendement 12
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Visa 9 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu l'avis exploratoire du Comité économique et social européen sous-titré «Faciliter le financement des investissements et des réformes pour stimuler la compétitivité européenne et créer une union des marchés des capitaux» (ECO/665),

Or. en

Amendement 13
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Visa 11 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) intitulé «Costs and Performance of EU Retail Investment Products 2023» (Coûts et performances des produits d'investissement de détail dans l'UE en 2023) de décembre 2023,

Or. en

Amendement 14
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Visa 11 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu l'avis de l'AEMF intitulé «Sustainable investments: Facilitating the investor journey - A holistic vision for the long term» (Investissements durables: faciliter le parcours des investisseurs — Une vision holistique pour le long terme) de juillet 2024,

Or. en

Amendement 15
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Visa 11 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le document de travail de l'Autorité européenne des assurances et des pensions professionnelles (AEAPP) de septembre 2024 intitulé «The Future Pan-European Pension Product» (Le futur produit paneuropéen d'épargne-retraite),

Or. en

Amendement 16
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Visa 11 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport de l'AEAPP intitulé «Costs and past performance report» (Coûts et performances passées)

d'avril 2025,

Or. en

Amendement 17
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Visa 11 sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport final de l'AEAPP sur le traitement prudentiel des risques liés à la durabilité pour les assureurs («Prudential Treatment of Sustainability Risks for Insurers») de novembre 2024,

Or. en

Amendement 18
Markus Ferber

Proposition de résolution
Visa 12 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la communication de la Commission du 19 mars 2025 intitulée «Union de l'épargne et des investissements. Une stratégie destinée à favoriser la richesse des citoyens et la compétitivité économique dans l'UE» (COM(2025)0124),

Or. en

Amendement 19
Gilles Boyer, Stéphanie Yon-Courtin, Pascal Canfin, Anouk Van Brug, Billy Kelleher

Proposition de résolution
Visa 12 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport du comité mixte des agences européennes de surveillance sur la mise en œuvre et le fonctionnement du règlement sur les titrisations,

Or. en

Amendement 20
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Visa 12 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le sixième rapport de synthèse du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC),

Or. en

Amendement 21
Markus Ferber

Proposition de résolution
Visa 12 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu le rapport de l'Autorité européenne des marchés financiers du 21 septembre 2023 intitulé «The EU securitisation market — an overview» (Le marché européen de la titrisation — aperçu général)[1 bis],
	[1 bis] ESMA50-524821-2908.

Or. en

Amendement 22
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Visa 12 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la décision de la Convention des Nations unies sur la diversité biologique de décembre 2022 intitulée «Cadre mondial de la biodiversité de Kunming à Montréal»,

Or. en

Amendement 23
Markus Ferber

Proposition de résolution
Visa 12 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la proposition législative de la Commission du 12 février 2025 visant à raccourcir le cycle de règlement pour les titres dans l'UE de deux jours à un jour[1 bis],
	[1 bis] COM(2025)0038.

Or. en

Amendement 24
Lídia Pereira, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Visa 14 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu la communication de la Commission du 19 mars 2025 intitulée «Union de l'épargne et des

investissements. Une stratégie destinée à favoriser la richesse des citoyens et la compétitivité économique dans l'UE», COM(2025)0124,

Or. en

Amendement 25
Kinga Kollár, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Visa 17 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	– vu l'initiative Champions technologiques européens lancée en février 2023,

Or. en

Amendement 26
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Considérant -A (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	-A. considérant que la croissance et la compétitivité européennes dépendent fortement des matières premières et des minéraux critiques provenant de l'extérieur et nécessitent donc une transition urgente vers une utilisation efficace des ressources et une véritable circularité; qu'il n'y a pas de compétitivité durable sans prise en compte de la crise climatique sans précédent, de la perte de la biodiversité et de la durabilité sociale;

Or. en

Amendement 27
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Considérant -A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	-A bis. considérant que ces défis ne peuvent être relevés qu'en orientant les flux financiers vers une croissance nouvelle et durable; que le retard d'investissement annuel à l'échelle mondiale pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 s'élève à plus de 8 000 milliards d'euros; que seulement 3,1 % des actifs gérés dans le monde sont orientés vers des investissements durables avérés et que jusqu'à 70 % de ces actifs sont destinés à des activités préjudiciables au climat ou à l'environnement;

Or. en

Amendement 28
Pierre Pimpie

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité ***de l'Union*** et ***atteindre les objectifs environnementaux et sociaux*** de l'Union;	A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité et ***la compétitivité*** de l'Union;

Or. en

Amendement 29
Michalis Hadjipantela

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que, selon le rapport Draghi, ***un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire*** pour rétablir la ***productivité*** de l'Union et atteindre les objectifs ***environnementaux et sociaux*** de l'Union;	A. considérant que, selon le rapport Draghi, ***des besoins de financement croissants sont nécessaires*** pour rétablir la ***compétitivité et la croissance économique*** de l'Union et atteindre les objectifs de l'Union;

Or. en

Amendement 30
Anouk Van Brug, Engin Eroglu

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité de l'Union et ***atteindre les objectifs environnementaux et sociaux de l'Union***;	A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité de l'Union et ***relancer la compétitivité européenne***;

Or. en

Amendement 31
Dirk Gotink

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire	A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire

pour rétablir la productivité ***de l'Union et atteindre les objectifs environnementaux et sociaux de l'Union***;	pour ***raviver une croissance durable,*** rétablir la productivité***, soutenir la compétitivité, encourager l'innovation, renforcer la défense et la sécurité, ainsi que réduire les dépendances***;

Or. en

Amendement 32
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour ***rétablir*** la productivité de l'Union ***et atteindre les objectifs environnementaux et sociaux de l'Union***;	A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour ***accompagner la transition énergétique de l'Union, consolider son leadership dans le domaine des technologies numériques, renforcer la défense et la sécurité, ainsi que stimuler*** la productivité de l'Union;

Or. en

Amendement 33
Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité ***de l'Union*** et ***atteindre les objectifs environnementaux et sociaux*** de l'Union;	A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité et ***la compétitivité*** de l'Union;

Or. en

Amendement 34
Lídia Pereira, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité de l'Union et atteindre les objectifs environnementaux et sociaux de l'Union;	A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité ***et la compétitivité*** de l'Union et atteindre les objectifs ***économiques,*** environnementaux et sociaux de l'Union;

Or. en

Amendement 35
Fernando Navarrete Rojas, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la ***productivité*** de l'Union et ***atteindre les objectifs environnementaux et sociaux de l'Union***;	A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la ***compétitivité*** de l'Union et ***assurer la transformation structurelle de l'économie européenne***;

Or. en

Amendement 36
Markus Ferber

Proposition de résolution

Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que, selon le rapport Draghi, ***un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité de l'Union et atteindre les objectifs environnementaux et sociaux de*** l'Union;	A. considérant que, selon le rapport Draghi, ***la fragmentation importante du marché, les incohérences dans les politiques fiscales et les législations en matière d'insolvabilité, ainsi que le recours excessif au financement par l'emprunt constituent certaines des causes profondes du faible niveau de financement des investissements dans*** l'Union;

Or. en

Amendement 37
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que***, selon*** le rapport Draghi***, un*** minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour ***rétablir la productivité de l'Union et atteindre les objectifs environnementaux et sociaux*** de l'Union;	A. considérant que le rapport Draghi ***suggère qu'un*** minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour ***maintenir la compétitivité*** de l'Union***; que ce montant correspond au PIB annuel de 10 États membres en 2023, à prix courants***;

Or. en

Amendement 38
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité de l'Union et atteindre les objectifs environnementaux et sociaux de l'Union;	A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité de l'Union et atteindre les objectifs environnementaux et sociaux de l'Union; ***que ce chiffre correspond à entre 4,4 % et 4,7 % du PIB de l'Union en 2023[1 bis];***
	[1 bis] Mario Draghi, «The future of European competitiveness — Part A, A competitiveness strategy for Europe» (L'avenir de la compétitivité européenne — Partie A, Une stratégie en faveur de la compétitivité pour l'Europe), 2024.

Or. en

Amendement 39
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Considérant A

Proposition de résolution	*Amendement*
A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité de l'Union et atteindre les objectifs environnementaux et sociaux de l'Union;	A. considérant que, selon le rapport Draghi, un minimum de 750 à 800 milliards d'euros d'investissements annuels supplémentaires est nécessaire pour rétablir la productivité de l'Union et atteindre les objectifs environnementaux et sociaux de l'Union; ***que, selon l'Institut Rousseau, dans ce montant, 450 milliards d'euros sont à consacrer exclusivement à la transition énergétique, dont 260 milliards d'euros devraient provenir du secteur public;***

Or. en

Amendement 40
Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que le caractère très technique, fastidieux et souvent contradictoire d'une grande partie de la réglementation, associé à une approche politique uniforme et à des efforts de centralisation, sont les principales raisons pour lesquelles les précédentes tentatives visant à créer une union des marchés des capitaux favorable aux entreprises et propice à l'investissement n'ont pas donné de résultats significatifs;

Or. en

Amendement 41
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que le rapport note qu'aucune entreprise de l'Union dont la capitalisation boursière dépasse 100 milliards d'euros n'a été créée sous la forme d'une nouvelle entité au cours des 50 dernières années, alors que, pendant la même période, six entreprises américaines évaluées à plus de mille milliards de dollars ont été créées aux États-Unis;

Or. en

Amendement 42
Markus Ferber

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que le rapport Draghi a mis en évidence un grave manque de compétitivité générale de l'économie européenne et un déficit de croissance de la productivité en particulier;

Or. en

Amendement 43
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
René Repasi, Niels Fuglsang, Claire Fita, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que l'Union pourrait avoir besoin, à court terme, de consacrer au moins 250 milliards d'euros par an à ses dépenses de défense pour décourager l'agression russe;

Or. en

Amendement 44
Danuše Nerudová

Proposition de résolution
Considérant A bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A bis. considérant que le budget général annuel de l'Union européenne offre une marge de manœuvre budgétaire limitée pour la mise en œuvre d'un pacte pour la compétitivité européenne;

Or. en

Amendement 45
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant A ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A ter. considérant que le capital-risque européen accuse un retard considérable par rapport aux États-Unis, avec un retard de 80 % dans la phase d'amorçage, de 73 % dans la phase de démarrage et de 82 % dans la phase de croissance; que la productivité en Europe a diminué de plus de 0,5 % entre 2000 et 2019; que la baisse de la natalité a provoqué un ralentissement de la croissance de la population en âge de travailler depuis les années 1990 et une diminution de cette population au cours de la dernière décennie;

Or. en

Amendement 46
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant A quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quater. considérant que M. Draghi suggère que la solution réside dans le fait d'attirer les investissements, principalement en libérant les capitaux privés, avec la création de l'union de l'épargne et des investissements;

Or. en

Amendement 47
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant A quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	A quinquies. considérant qu'en 2022, les actifs au titre des pensions dans l'Union européenne ne représentaient que 32 % du PIB, contre 142 % aux États-Unis, soulignant ainsi une disparité importante dans l'importance et l'évolution des systèmes de retraite privés en Europe; que cet écart reflète le sous-développement du deuxième pilier des systèmes de retraite dans de nombreux États membres, ce qui limite les possibilités d'épargne à long terme pour les citoyens européens; que les régimes de retraite privés jouent un rôle crucial en garantissant la sécurité financière pendant la retraite, en allégeant la pression sur les systèmes de retraite publics et en renforçant la résilience globale des marchés de capitaux européens; qu'il est urgent de prendre des mesures concrètes pour promouvoir l'essor des pensions privées en Europe, notamment des mesures incitatives en faveur de l'épargne à long terme, la simplification des investissements transfrontières dans le domaine des pensions et la suppression des obstacles à la croissance des fonds de pension, afin de renforcer la sécurité économique future des citoyens européens et d'assurer la viabilité des systèmes de retraite;

Or. en

Amendement 48
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant B

Proposition de résolution	*Amendement*
B. considérant que le plan «ReArm Europe» se compose de cinq piliers visant à financer la sécurité et la défense de l'Europe, couvrant ***à la fois les*** investissements ***publics et*** l'union européenne de l'épargne et des investissements;	B. considérant que le plan «ReArm Europe» se compose de cinq piliers visant à financer la sécurité et la défense de l'Europe, couvrant ***des synergies entre les secteurs public et privé afin d'attirer des*** investissements ***avec l'évolution de*** l'union européenne de l'épargne et des investissements;

Or. en

Amendement 49
Ľudovít Ódor, Anouk Van Brug, Billy Kelleher, Stéphanie Yon-Courtin

Proposition de résolution
Considérant B

Proposition de résolution	*Amendement*
B. considérant que le plan «ReArm Europe» se compose de cinq piliers visant à financer la sécurité et la défense de l'Europe, couvrant à la fois les investissements publics et l'union européenne de l'épargne et des investissements;	*(Ne concerne pas la version française)*

Or. en

Amendement 50
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Considérant B bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	B bis. considérant que les récentes décisions prises par l'administration américaine, notamment l'augmentation des droits de douane, ont généré de grandes incertitudes qui ont des

	répercussions négatives sur les prévisions concernant la croissance, l'inflation et l'emploi; que les marchés de capitaux ont fortement réagi à la nouvelle orientation de la politique américaine; que le dollar s'est nettement déprécié depuis janvier 2025, tandis que les rendements des bons du Trésor US ont augmenté, laissant entrevoir une possible réorientation des flux de capitaux de la part des investisseurs;

Or. en

Amendement 51
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant ***qu'historiquement***, en Europe, le secteur privé contribue à environ quatre cinquièmes des investissements productifs, le secteur public se ***chargeant*** du reste[3];	C. considérant ***que***, en Europe, le secteur privé contribue à environ quatre cinquièmes des investissements productifs, ***tandis que*** le secteur public se ***charge*** du reste[3];
[3] Mario Draghi, «The future of European competitiveness – Part A | A competitiveness strategy for Europe» (L'avenir de la compétitivité européenne - Partie A | Une stratégie en faveur de la compétitivité pour l'Europe), 2024.	[3] Mario Draghi, «The future of European competitiveness – Part A | A competitiveness strategy for Europe» (L'avenir de la compétitivité européenne - Partie A | Une stratégie en faveur de la compétitivité pour l'Europe), 2024.

Or. en

Amendement 52
Markus Ferber

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant qu'historiquement, en Europe, le secteur privé contribue à environ quatre cinquièmes des investissements productifs, le secteur public se chargeant du reste[3];	C. considérant qu'historiquement, en Europe, le secteur privé contribue à environ quatre cinquièmes des investissements productifs, le secteur public se chargeant du reste[3]; ***que, au cours des deux dernières décennies, le niveau global des investissements productifs dans l'Union a été nettement inférieur à celui des États-Unis;***
[3] Mario Draghi, «The future of European competitiveness – Part A | A competitiveness strategy for Europe» (L'avenir de la compétitivité européenne - Partie A | Une stratégie en faveur de la compétitivité pour l'Europe), 2024.	[3] Mario Draghi, «The future of European competitiveness – Part A | A competitiveness strategy for Europe» (L'avenir de la compétitivité européenne - Partie A | Une stratégie en faveur de la compétitivité pour l'Europe), 2024.

Or. en

Amendement 53
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Considérant C

Proposition de résolution	*Amendement*
C. considérant qu'historiquement, en Europe, le secteur privé contribue à environ quatre cinquièmes des investissements productifs, le secteur public se chargeant du reste[3];	C. considérant qu'historiquement, en Europe, le secteur privé contribue à environ quatre cinquièmes des investissements productifs, le secteur public se chargeant du reste[3]; ***que, selon Finance Watch, les marchés de capitaux ne peuvent couvrir qu'un tiers des besoins d'investissement de l'Union[3 bis];***
[3] Mario Draghi, «The future of European competitiveness – Part A | A competitiveness strategy for Europe» (L'avenir de la compétitivité européenne - Partie A | Une stratégie en faveur de la compétitivité pour l'Europe), 2024.	[3] Mario Draghi, «The future of European competitiveness – Part A | A competitiveness strategy for Europe» (L'avenir de la compétitivité européenne - Partie A | Une stratégie en faveur de la compétitivité pour l'Europe), 2024. ***[3a] Philipponnat, «Europe's coming***

investment crisis. What if capital markets could only meet a third of Europe's essential funding needs?» (Vers une crise de l'investissement en Europe. Et si les marchés de capitaux ne pouvaient répondre qu'à un tiers des besoins essentiels d'investissement de l'Europe?), rapport de Finance Watch, 2024.

Or. en

Amendement 54
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant C bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	C bis. considérant que seuls 18 % des citoyens européens disposent d'un niveau de culture financière élevé, comme le souligne le tableau de bord européen sur la culture financière établi par la Commission européenne (Monitoring the level of financial literacy in the EU); que la majorité d'entre eux, soit 64 %, ont un niveau moyen de culture financière et que 18 % ont un faible niveau de culture financière, ce qui révèle un écart important dans les capacités financières des citoyens européens; que seuls quatre États membres, représentant plus d'un quart de la population de l'Union, bénéficient d'un niveau élevé de culture financière, à savoir les Pays-Bas, le Danemark, la Suède et la Slovénie; que l'amélioration de la culture financière est essentielle pour permettre aux individus de prendre des décisions éclairées en matière d'épargne, d'investissement et de planification de la retraite, améliorant ainsi leur bien-être financier à long terme; qu'il est nécessaire de renforcer l'éducation financière dans l'ensemble de l'Union afin de doter les citoyens des compétences nécessaires pour

appréhender des marchés de capitaux de plus en plus complexes et tirer pleinement parti des possibilités d'investissement, ce qui contribuera à la croissance de l'économie;

Or. en

Amendement 55
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant C bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	C bis. considérant que le PIB de l'Union représentait 17 % du PIB mondial en 2023, soit un niveau similaire à celui de la Chine, mais inférieur de 9 points de pourcentage à celui des États-Unis; que l'Union affiche l'un des indices de Gini les plus bas au monde[1 bis], ce qui indique une inégalité de revenus relativement faible par rapport aux autres grandes économies; que le ralentissement de la croissance de la productivité a, à son tour, été associé à un ralentissement de la croissance des revenus et à un affaiblissement de la demande intérieure en Europe[1 ter];

1 bis

https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI?locations=EU.

1 ter M. Draghi, «The future of European competitiveness – Part A \| A competitiveness strategy for Europe» (L'avenir de la compétitivité européenne - Partie A \| Une stratégie en faveur de la compétitivité pour l'Europe), 2024.

Or. en

Amendement 56
Auke Zijlstra, Enikő Győri

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant que, selon le rapport Draghi, l'épargne des ménages de l'Union s'est élevée en 2022 à 1 390 milliards d'euros, contre 840 milliards d'euros aux États-Unis;	D. considérant que, selon le rapport Draghi, l'épargne des ménages de l'Union s'est élevée en 2022 à 1 390 milliards d'euros, contre 840 milliards d'euros aux États-Unis***, ce qui reflète des stratégies d'épargne et d'investissement différentes, ancrées dans des cultures financières très distinctes***;

Or. en

Amendement 57
Markus Ferber

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant que, selon le rapport Draghi, l'épargne des ménages de l'Union s'est élevée en 2022 à 1 390 milliards d'euros, contre 840 milliards d'euros aux États-Unis;	D. considérant que, selon le rapport Draghi, l'épargne des ménages de l'Union s'est élevée en 2022 à 1 390 milliards d'euros, contre 840 milliards d'euros aux États-Unis***, alors que les ménages de l'Union disposent d'un patrimoine nettement inférieur à celui de leurs homologues américains***;

Or. en

Amendement 58
Christophe Gomart

Proposition de résolution
Considérant D

Proposition de résolution	*Amendement*
D. considérant que, selon le rapport Draghi, l'épargne des ménages de l'Union s'est élevée en 2022 à 1 390 milliards d'euros, contre 840 milliards d'euros aux États-Unis;	D. considérant que, selon le rapport Draghi, l'épargne des ménages de l'Union s'est élevée en 2022 à 1 390 milliards d'euros, contre 840 milliards d'euros aux États-Unis; ***et qu'en moyenne 300 milliards d'euros par an de l'épargne des ménages de l'Union sont redirigés vers l'économie américaine;***

Or. fr

Amendement 59
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant D bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	D bis. considérant que l'économie de marché est essentielle pour favoriser l'innovation, la croissance et l'investissement, et que le respect de ce principe est crucial pour la compétitivité économique de l'Europe; que, dans une économie de marché, les capitaux privés jouent un rôle central pour stimuler l'innovation, l'esprit d'entreprise et la création de nouveaux emplois, ce qui est essentiel pour l'essor du secteur du capital-risque; que, malgré la forte capacité d'épargne de l'Europe, l'investissement privé, en particulier dans les fonds de capital-risque, reste nettement inférieur à celui des États-Unis; que des politiques propices à un environnement de marché libre et concurrentiel sont essentielles pour combler ce fossé et permettre à l'Europe de tirer pleinement parti de son potentiel économique, en attirant les investissements nationaux et

internationaux;

Or. en

Amendement 60
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant D bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	D bis. considérant que les titres financiers (actions cotées, obligations, fonds communs de placement et produits dérivés) détenus directement par les ménages représentent actuellement 43 % du patrimoine des ménages américains, mais seulement 17 % du patrimoine des ménages de l'Union[1 bis];
	[1 bis] M. Draghi, «The future of European competitiveness – Part A | A competitiveness strategy for Europe» (L'avenir de la compétitivité européenne - Partie A | Une stratégie en faveur de la compétitivité pour l'Europe), 2024.

Or. en

Amendement 61
Auke Zijlstra, Enikő Győri

Proposition de résolution
Considérant D bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	D bis. considérant qu'un volume d'épargne plus important en Europe qu'aux États-Unis freine également

l'inflation en Europe, ce qui permet de mieux protéger le pouvoir d'achat des ménages européens;

Or. en

Amendement 62
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant D ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	D ter. considérant que 70 % de l'épargne des particuliers dans l'Union est placée dans des dépôts bancaires et que seulement 30 % est détenue sous forme de titres du marché financier, ce qui est l'inverse de la situation aux États-Unis;

Or. en

Amendement 63
Ľudovít Ódor, Anouk Van Brug, Billy Kelleher

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que les ménages de l'Union ont épargné 14,79 % de leur revenu disponible et que les citoyens de l'Union détenaient 31,01 % de leur épargne (11,63 billions d'euros) en numéraire et en dépôts***, *offrant*** des rendements limités; qu'ils détenaient 36 % (13,42 billions d'euros) en actions et parts de fonds d'investissement et 27 % (10,06 billions d'euros) en assurances, pensions et garanties standard[4];	E. considérant que les ménages de l'Union ont épargné 14,79 % de leur revenu disponible ***(soit plus de trois fois plus que les 4,7 % enregistrés aux États-Unis[2 bis])*** et que les citoyens de l'Union détenaient 31,01 % de leur épargne (11,63 billions d'euros) en numéraire et en dépôts ***(12,1 % aux États-Unis) n'offrant que*** des rendements limités; qu'ils détenaient 36 % (13,42 billions d'euros) en actions et parts de fonds d'investissement ***(49,1 % aux États-Unis)*** et 27 % (10,06 billions d'euros) en assurances, pensions et garanties standard ***(27,5 % aux***

	États-Unis)[3 bis] [4];
	[2 bis] Bureau d'analyse économique américain (U.S. Bureau of Economic Analysis), «Personal Income and Its Disposition, Monthly», 2025.
	[3 bis] Conseil des gouverneurs du Système fédéral de réserve, «Balance Sheet of Households and Nonprofit Organizations», 2025.
[4] Eurostat, Flux financiers et actions, 2023 https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/NASA_10_F_BS__custom_13650774/default/table?lang=fr.	[4] Eurostat, Flux financiers et actions, 2023 https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/NASA_10_F_BS__custom_13650774/default/table?lang=fr.
	Or. en

Amendement 64
Auke Zijlstra, Enikő Győri

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que les ménages de l'Union ont épargné 14,79 % de leur revenu disponible et que les citoyens de l'Union détenaient 31,01 % de leur épargne (11,63 billions d'euros) en numéraire et en dépôts, offrant des rendements limités; qu'ils détenaient 36 % (13,42 billions d'euros) en actions et parts de fonds d'investissement et 27 % (10,06 billions d'euros) en assurances, pensions et garanties standard[4];	E. considérant que les ménages de l'Union ont épargné 14,79 % de leur revenu disponible et que les citoyens de l'Union détenaient 31,01 % de leur épargne (11,63 billions d'euros) en numéraire et en dépôts, offrant des rendements limités***, en partie en raison de la hausse du coût des services bancaires, elle-même résultant de réglementations opaques au niveau de l'Union***; qu'ils détenaient 36 % (13,42 billions d'euros) en actions et parts de fonds d'investissement et 27 % (10,06 billions d'euros) en assurances, pensions et garanties standard[4];
[4] Eurostat, Flux financiers et actions, 2023 https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/NASA_10_F_BS__custom_13650774/default/table?lang=fr.	[4] Eurostat, Flux financiers et actions, 2023 https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/NASA_10_F_BS__custom_13650774/default/table?lang=fr.

Or. en

Amendement 65
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que les ménages de l'Union ont épargné 14,79 % de leur revenu disponible et que les citoyens de l'Union détenaient 31,01 % de leur épargne (11,63 billions d'euros) en numéraire et en dépôts, offrant des rendements limités; qu'ils détenaient 36 % (13,42 billions d'euros) en actions et parts de fonds d'investissement et 27 % (10,06 billions d'euros) en assurances, pensions et garanties standard[4];	E. considérant que les ménages de l'Union ont épargné 14,79 % de leur revenu disponible et que les citoyens de l'Union détenaient 31,01 % de leur épargne (11,63 billions d'euros) en numéraire et en dépôts, offrant des rendements limités; qu'ils détenaient 36 % (13,42 billions d'euros) en actions et parts de fonds d'investissement et 27 % (10,06 billions d'euros) en assurances, pensions et garanties standard[4]; ***qu'une utilisation plus efficace des dépôts détenus dans les comptes bancaires européens sur les marchés de capitaux pourrait représenter 350 milliards d'euros supplémentaires par an pour les investissements;***
[4] Eurostat, Flux financiers et actions, 2023 https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/NASA_10_F_BS__custom_13650774/default/table?lang=fr.	[4] Eurostat, Flux financiers et actions, 2023 https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/NASA_10_F_BS__custom_13650774/default/table?lang=fr.

Or. en

Amendement 66
Pascal Canfin, Stéphanie Yon-Courtin, Gilles Boyer, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Considérant E

Proposition de résolution	*Amendement*
E. considérant que les ménages de l'Union ont épargné 14,79 % de leur revenu disponible et que les citoyens de	E. considérant que les ménages de l'Union ont épargné 14,79 % de leur revenu disponible et que les citoyens de

l'Union détenaient 31,01 % de leur épargne (11,63 billions d'euros) en numéraire et en dépôts, offrant des rendements limités; qu'ils détenaient 36 % (13,42 billions d'euros) en actions et parts de fonds d'investissement et 27 % (10,06 billions d'euros) en assurances, pensions et garanties standard[4];	l'Union détenaient 31,01 % de leur épargne (11,63 billions d'euros) en numéraire et en dépôts, offrant des rendements limités; qu'ils détenaient 36 % (13,42 billions d'euros) en actions et parts de fonds d'investissement et 27 % (10,06 billions d'euros) en assurances, pensions et garanties standard[4]; ***que, selon le rapport Letta, 300 milliards d'euros provenant de l'épargne des familles européennes sont détournés du marché de l'Union vers des marchés de capitaux étrangers;***
[4] Eurostat, Flux financiers et actions, 2023 https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/NASA_10_F_BS__custom_13650774/default/table?lang=fr.	[4] Eurostat, Flux financiers et actions, 2023 https://ec.europa.eu/eurostat/databrowser/view/NASA_10_F_BS__custom_13650774/default/table?lang=fr.

Or. en

Amendement 67
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Considérant E bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E bis. considérant que, depuis la crise financière de 2008, la réglementation financière de l'Union est principalement axée sur la stabilité financière et la protection des investisseurs; que ces objectifs, bien qu'essentiels, n'ont pas toujours été pris en compte dans le cadre de stratégies efficaces et proportionnées; que les priorités des futures mesures devraient être de rendre les marchés européens des capitaux plus attractifs, plus accessibles et plus compétitifs, tant pour les émetteurs que pour les investisseurs; que la protection des investisseurs est pleinement compatible avec un cadre réglementaire davantage fondé sur les risques, qui favorise la rentabilité, soutient l'évolution des

marchés et encourage une plus grande participation des particuliers à des portefeuilles-titres bien diversifiés, de préférence européens;

Or. en

Amendement 68
Christophe Gomart

Proposition de résolution
Considérant E bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E bis. considérant que, selon le rapport Noyer, le marché de la titrisation en Europe s'est effondré depuis 2008, passant de 2 000 milliards d'encours en 2008 à 1 200 milliards en 2023, alors qu'aux Etats-Unis, les encours actuels (13 700 milliards en 2021) ont dépassé les 11 300 milliards de 2008;

Or. fr

Amendement 69
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant E bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E bis. considérant que jusqu'à 8 000 milliards d'euros pourraient être réorientés vers des instruments d'investissement axés sur le marché, soit un flux d'environ 350 milliards d'euros par an[1 bis], si les ménages de l'Union ajustaient la répartition de leurs dépôts et de leurs actifs financiers afin de refléter

la structure observée chez les ménages américains;

[1 bis] ***Banque centrale européenne, «diriger l'épargne vers l'investissement et l'innovation en Europe», intervention de Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne, 22 novembre 2024.***

Or. en

Amendement 70
Stéphanie Yon-Courtin, Gilles Boyer, Pascal Canfin, Billy Kelleher, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Considérant E bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E bis. considérant que, selon une analyse de la BCE, l'alignement du ratio dépôts/actifs financiers des ménages de l'Union sur celui des ménages américains pourrait se traduire par de nouveaux investissements à long terme axés sur le marché à hauteur de 8 000 milliards d'euros, soit un flux d'environ 350 milliards d'euros par an;

Or. en

Amendement 71
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant E bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E bis. considérant que, selon les calculs de la BCE, si les ménages de l'Union alignaient leur ratio dépôts/actifs financiers sur celui des ménages

américains, jusqu'à 8 000 milliards d'euros pourraient être réorientés vers des investissements axés sur le marché, ce qui représenterait un flux d'environ 350 milliards d'euros par an;

Or. en

Amendement 72
Regina Doherty

Proposition de résolution
Considérant E bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E bis. considérant qu'environ 70 % du financement des entreprises dans l'Union provient d'emprunts bancaires, contrairement aux États-Unis où environ 77 % du financement des entreprises est assuré par les marchés de capitaux;

Or. en

Amendement 73
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant E ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E ter. considérant que les ménages européens investissent environ 300 milliards d'euros[1 bis] par an en dehors de l'Union, principalement aux États-Unis; que ce montant est comparable au capital additionnel qui pourrait être mobilisé au sein de l'Union dans des conditions plus en phase avec les besoins du marché;

1 bis ***«Much more than a market» (Bien plus qu'un marché), Enrico Letta, 2024.***

Or. en

Amendement 74
Regina Doherty

Proposition de résolution
Considérant E ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	E ter. considérant que les marchés européens sont confrontés à un déficit important de liquidités par rapport à d'autres régions, notamment les États-Unis;

Or. en

Amendement 75
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que, selon le rapport Draghi, entre 2008 et 2021, ***près de 30 % des «licornes»*** - jeunes pousses valorisées à plus d'un milliard de dollars - ont transféré leur siège à l'étranger, principalement aux États-Unis;	F. considérant que, selon le rapport Draghi, entre 2008 et 2021, ***147 «licornes»*** - jeunes pousses valorisées à plus d'un milliard de dollars - ***ont été créées, dont 40*** ont transféré leur siège à l'étranger, principalement aux États-Unis; ***que la charge administrative de l'Union est estimée à environ 150 milliards d'euros (1,3 % du PIB annuel) et que les obstacles internes s'apparentent à des droits de douane de 100 % sur le marché intérieur, selon le FMI;***

Or. en

Amendement 76
Auke Zijlstra, Enikő Győri

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que, selon le rapport Draghi, entre 2008 et 2021, près de 30 % des «licornes» - jeunes pousses valorisées à plus d'un milliard de dollars - ont transféré leur siège à l'étranger, principalement aux États-Unis;	F. considérant que, selon le rapport Draghi, entre 2008 et 2021, près de 30 % des «licornes» - jeunes pousses valorisées à plus d'un milliard de dollars - ont transféré leur siège à l'étranger, principalement aux États-Unis***, en raison d'un cadre culturel et réglementaire plus favorable à l'entrepreneuriat***;

Or. en

Amendement 77
Kinga Kollár, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que, selon le rapport Draghi, entre 2008 et 2021, près de 30 % des «licornes» - jeunes pousses valorisées à plus d'un milliard de dollars - ont transféré leur siège à l'étranger, principalement aux États-Unis;	F. considérant que, selon le rapport Draghi, entre 2008 et 2021, près de 30 % des «licornes» - jeunes pousses valorisées à plus d'un milliard de dollars - ont transféré leur siège à l'étranger, principalement aux États-Unis; ***que seules 4 des 50 premières entreprises technologiques mondiales sont européennes;***

Or. en

Amendement 78
Markus Ferber

Proposition de résolution
Considérant F

Proposition de résolution	*Amendement*
F. considérant que, selon le rapport Draghi, entre 2008 et 2021, près de 30 % des «licornes» - jeunes pousses valorisées à ***plus d'un milliard*** de dollars - ont transféré leur siège à l'étranger, principalement aux États-Unis;	F. considérant que, selon le rapport Draghi, entre 2008 et 2021, près de 30 % des «licornes» ***européennes*** - jeunes pousses valorisées à ***un milliard*** de dollars ***ou plus*** - ont transféré leur siège à l'étranger, principalement aux États-Unis;

Or. en

Amendement 79
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant F bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F bis. considérant que le coût d'opportunité de l'absence d'harmonisation au niveau européen s'élève à 200 milliards d'euros par an, principalement en raison de la complexité et du volume excessif de la législation européenne; qu'entre 2019 et 2024, 3 500 textes législatifs et 2 000 résolutions ont été adoptés au Congrès américain, tandis qu'au niveau européen, 13 000 actes ont été adoptés;

Or. en

Amendement 80
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Considérant F bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	F bis. considérant que la Banque centrale européenne souligne que les risques liés au climat ont des

répercussions sur les indicateurs macroéconomiques tels que l'inflation, la croissance économique, la stabilité financière et la transmission de la politique monétaire, et que la perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes naturels sont susceptibles d'amplifier les risques liés au climat;

Or. en

Amendement 81
Ľudovít Ódor, Anouk Van Brug, Billy Kelleher

Proposition de résolution
Considérant G

Proposition de résolution	*Amendement*
G. considérant que les dépenses de recherche et développement représentaient ***2,1 %*** du PIB de l'Union en ***2021, mais 3,5 %*** aux États-Unis et ***2,4 %*** en Chine, alors que la stratégie de Lisbonne de 2000 avait fixé un objectif de dépenses de recherche et développement de 3 %;	G. considérant que les dépenses de recherche et développement représentaient ***2,2 %*** du PIB de l'Union en ***2023, mais 3,4 %*** aux États-Unis et ***2,6 %*** en Chine, alors que la stratégie de Lisbonne de 2000 avait fixé un objectif de dépenses de recherche et développement de 3 %; ***que sur l'ensemble des dépenses de R&D au sein de l'Union, le secteur privé représentait une part de 66 %, contre 78 % aux États-Unis et 77,7 % en Chine;***

Or. en

Amendement 82
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant qu'il est essentiel d'attirer l'investissement privé pour stimuler la croissance économique, l'innovation et la création d'emplois dans

toute l'Europe, et que cet objectif peut être atteint par la mise en œuvre d'incitations fiscales; que ces incitations réduiraient la dépendance de l'Europe à l'égard des ressources publiques, en encourageant l'allocation efficace des capitaux et permettraient le financement de secteurs clés tels que le capital-risque, les infrastructures et la technologie; que les mesures fiscales devraient être conçues de manière à respecter les compétences des États membres en matière de politique fiscale, en veillant à ce qu'ils conservent la flexibilité nécessaire pour adapter leurs systèmes fiscaux en fonction de leurs priorités nationales, tout en favorisant une concurrence loyale et des conditions de concurrence équitables dans l'ensemble de l'Union; que la mise en place, au niveau européen, d'un cadre cohérent d'incitations fiscales qui ne porte pas atteinte à la souveraineté des États membres permettra une économie plus dynamique et plus résiliente, favorisant la transition vers une économie de marché;

Or. en

Amendement 83
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que les banques restent un pilier du système financier de l'Union et un canal essentiel pour le financement de l'économie réelle; qu'un cadre réglementaire bien calibré est essentiel pour préserver la stabilité financière, mais que des exigences trop strictes peuvent freiner l'octroi de prêts et réduire la compétitivité; que l'Union a, dans plusieurs cas, dépassé les accords

internationaux de Bâle, ce qui a conduit à des charges réglementaires relativement plus élevées pour les banques de l'Union;

Or. en

Amendement 84
Michalis Hadjipantela

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que, selon le rapport Draghi, la position de l'Europe en matière de technologies de pointe, moteurs de la croissance future, est en déclin, soulignant que seules quatre des 50 premières entreprises technologiques mondiales sont européennes, que la position mondiale de l'Union sur le plan technologique se détériore et que, entre 2013 et 2023, la part de l'Union dans les recettes mondiales du secteur des technologies est passée de 22 % à 18 %, alors que celle des États-Unis est passée de 30 % à 38 %[1 bis];
	[1 bis] Le rapport Draghi: A competitiveness strategy for Europe (Une stratégie en faveur de la compétitivité pour l'Europe), partie A, page 14.

Or. en

Amendement 85
Ľudovít Ódor, Anouk Van Brug, Billy Kelleher, Stéphanie Yon-Courtin

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

G bis. considérant que, selon le FMI, les obstacles non tarifaires restants qui limitent les échanges intracommunautaires seraient équivalents à environ 45 % de droits de douane pour l'ensemble de l'industrie manufacturière (soit trois fois le niveau estimé entre les États américains) et à 110 % pour l'ensemble du secteur des services[5 bis];

[5 bis] Fonds monétaire international, Regional Economic Outlook Notes - Europe, novembre 2024 «Europe's Declining Productivity Growth: Diagnoses and Remedies», https://www.elibrary.imf.org/supplemental/book/9798400287312/9798400287312.xml/REOEUREA2024002-S001_SOURCE_PDF.pdf.

Or. en

Amendement 86
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que, selon les projections, le changement climatique non maîtrisé devrait entraîner une baisse moyenne du PIB mondial de plus de 2 % d'ici 2060, certaines régions pouvant subir des pertes allant jusqu'à 6 %, en raison des effets négatifs sur la productivité du travail, la production agricole, la santé humaine et les infrastructures[1 bis];

[1 bis] Les conséquences économiques du changement climatique, OCDE, 2015, https://www.oecd.org/fr/publications/les-consequences-economiques-du-

changement-climatique_9789264261082-fr.html.

Or. en

Amendement 87
Lídia Pereira, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que l'Union est confrontée à une fuite des capitaux vers les États-Unis d'Amérique, environ 300 milliards d'euros d'épargne européenne étant transférés chaque année vers les marchés financiers américains; qu'il est urgent d'inciter les ménages européens à épargner et à investir en Europe;

Or. en

Amendement 88
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant qu'actuellement, plus de 80 % des technologies numériques européennes sont importées de pays tiers, ce qui entraîne une vulnérabilité systémique et entrave la compétitivité et le potentiel d'innovation de l'Europe;

Or. en

Amendement 89

Fabio De Masi

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que l'enquête sur la distribution du crédit bancaire (janvier 2025) et le rapport SAFE (novembre 2024) publiés par la BCE identifient le manque de demande de prêts comme le principal obstacle à une croissance plus forte du crédit;

Or. en

Amendement 90
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que parmi les obstacles relevés dans le marché unique, les PME citent la TVA dans 17 % des cas, l'accès au marché dans 12 % des cas, le financement dans 10 % des cas et les exigences du marché dans 6 % des cas[1 bis];
	[1 bis] Le rapport annuel 2025 sur le marché unique et la compétitivité, COM(2025)0026.

Or. en

Amendement 91
Christophe Gomart

Proposition de résolution

Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que selon une enquête de la Commission européenne datant du 19 juillet 2023, seuls 18 % des Européens disposent d'un niveau de culture financière élevé;

Or. fr

Amendement 92
Markus Ferber

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que la Commission européenne a publié son premier plan d'action pour la mise en place d'une union des marchés des capitaux en septembre 2015;

Or. en

Amendement 93
Thomas Bajada

Proposition de résolution
Considérant G bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G bis. considérant que l'enquête Eurobaromètre de juillet 2023 montre que seuls 18 % des citoyens de l'Union disposent d'un niveau élevé de culture financière;

Or. en

Amendement 94
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Considérant G ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G ter. considérant que les guerres commerciales et les différends tarifaires actuels sont source d'une grande incertitude sur les marchés mondiaux, affectant particulièrement les investissements transfrontières et perturbant les chaînes d'approvisionnement établies; que l'imposition de droits de douane et de barrières commerciales porte atteinte aux principes du libre-échange et des marchés concurrentiels, essentiels au bon fonctionnement des marchés privés de capitaux; que ces tensions géopolitiques créent des risques supplémentaires pour les investisseurs, ce qui fragilise la confiance et fait obstacle aux flux transfrontières de capitaux privés, essentiels pour le financement de l'innovation, des jeunes pousses et des sociétés en pleine croissance; que l'instabilité provoquée par ces conflits commerciaux risque de ralentir l'évolution de l'union des marchés des capitaux en décourageant les investissements sur le marché européen, en particulier dans les secteurs à haut risque qui dépendent fortement des réseaux commerciaux mondiaux;

Or. en

Amendement 95
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Considérant G ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G ter. considérant que les assureurs jouent un rôle fondamental dans la réalisation des objectifs de l'union des marchés des capitaux, puisqu'ils protègent les citoyens et les entreprises face aux risques, soutiennent l'épargne-retraite et interviennent de manière importante en tant qu'investisseurs à long terme dans l'économie de l'Union;

Or. en

Amendement 96
Michalis Hadjipantela

Proposition de résolution
Considérant G ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G ter. considérant que la réduction des contraintes financières favoriserait l'essor d'entreprises innovantes, jeunes et de petite taille[1 bis]; que le rapport Draghi souligne qu'une peur exagérée du risque entrave la croissance;
	[1 bis] Banque centrale européenne, «European competitiveness: the role of institutions and the case for structural reforms», https://www.ecb.europa.eu/press/economic-bulletin/articles/2025/html/ecb.ebart20250 1_01~fd1781599d.en.html.

Or. en

Amendement 97
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire

Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G ter. considérant que les obstacles internes au marché unique équivalent à un droit de douane de plus de 100 % pour les seuls services financiers[1 bis];
	[1 bis] FMI, Regional Economic Outlook, «Europe's Declining Productivity Growth: Diagnoses and Remedies, p. 19.

Or. en

Amendement 98
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G quater. considérant qu'en mars 2023, l'Union comptait 295 plates-formes de négociation, 14 contreparties centrales (CCP) et 32 dépositaires centraux de titres (DCT); que 56 % à 68 % des transactions effectuées sur place en 2023 ont eu lieu à la bourse nationale pour les cinq principaux indices boursiers d'Europe occidentale (AEX 25, CAC 40, DAX 40, IBEX 35 et MIB 40)[1 bis];
	[1 bis] BCE, Occasional Paper Series, nº 369.

Or. en

Amendement 99
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Considérant G quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G quater. considérant que les marchés européens des capitaux sont très fragmentés, avec un nombre important de plates-formes de négociation opérant sur tout le continent;

Or. en

Amendement 100
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Considérant G quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G quinquies. considérant que le financement sur fonds propres présente un potentiel considérable inexploité pour soutenir la croissance et l'innovation des entreprises de l'Union; que les banques représentent actuellement moins de 5 % des investissements en capital-investissement, en partie en raison du traitement prudentiel des participations dans le capital des entreprises prévu par le règlement sur les exigences de fonds propres et le cadre de Bâle III;

Or. en

Amendement 101
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G quinquies. considérant que les régimes fiscaux et les régimes d'insolvabilité des États membres continuent de présenter des divergences importantes;

Or. en

Amendement 102
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Considérant G sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G sexies. considérant que l'épargne ne sera investie dans l'Union que si l'économie européenne offre des possibilités suffisamment attrayantes et rentables; que le succès de l'union de l'épargne et des investissements dépend d'une amélioration substantielle de la compétitivité et de l'attractivité économique globale de l'Union;

Or. en

Amendement 103
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G sexies. considérant que, selon le rapport Draghi, les citoyens de l'Union

devraient pouvoir investir dans toute l'Europe sans être soumis à une fiscalité complexe et que «la fiscalité liée aux investissements de capitaux devrait être harmonisée autant que possible afin de réduire la fragmentation en matière d'incitations»[1 bis];

[1 bis] Mario Draghi, «The Future of European Competitiveness, Part B - In-depth analysis and recommendation» (L'avenir de la compétitivité européenne, partie B — Analyse approfondie et recommandations), septembre 2024, p. 293.

Or. en

Amendement 104
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G septies. considérant que, selon le rapport Letta, la fragmentation fiscale reste un obstacle majeur pour les entreprises de l'Union, en particulier les PME, et qu'une meilleure harmonisation au moyen d'un cadre fiscal européen harmonisé est essentielle pour faciliter la libre circulation des travailleurs, des biens et services, ainsi que pour soutenir la croissance et l'investissement privé[1 bis];

[1 bis] Enrico Letta, «Much More than a Market - Empowering the Single Market to deliver a sustainable future and prosperity for all EU Citizens» (Bien plus qu'un marché — Donner au marché

unique les moyens d'assurer un avenir durable et la prospérité de tous les citoyens de l'UE), avril 2024, p. 91 à 111.

Or. en

Amendement 105
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Considérant G septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G septies. considérant que le retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne a eu pour conséquence la perte d'une part importante du marché des capitaux de l'Union, créant dans le même temps un concurrent proche disposant d'une infrastructure financière bien développée et de réserves de liquidités importantes;

Or. en

Amendement 106
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Considérant G octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G octies. considérant que l'intégration des marchés des capitaux, bien que nécessaire, n'est pas suffisante à elle seule pour atteindre l'objectif d'augmentation des investissements; que l'amélioration de l'efficacité des marchés des capitaux devrait être complétée par des incitations fiscales appropriées et des investissements publics ciblés;

Or. en

Amendement 107
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G octies. considérant que l'absence de possibilités de sortie pour les investisseurs constitue un facteur clé du sous-développement des fonds de capital-risque et de capital de croissance dans l'Union, et que l'Union dépend excessivement du financement bancaire[1 bis];
	[1 bis] Les prêts bancaires représentaient 50,43 % du financement des sociétés non financières (EUROSTAT, BCE, calculs de la DG FISMA pour 2023), Communication sur l'union européenne de l'épargne et des investissements, Appel à témoignages.

Or. en

Amendement 108
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G nonies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G nonies. considérant que 84 %[1 bis] du total des titrisations européennes ont été conservées par les banques et n'ont

pas été vendues à des investisseurs; que 80 % des émissions de titrisation sont concentrées dans quatre États membres; que le marché des émissions de titrisation est fortement concentré au sein des acteurs du marché[1 ter];

[1 bis] Monitoring systemic risks in the EU securitisation market, Comité européen du risque systémique, juillet 2022.

[1 ter] Selon le rapport du Comité européen du risque systémique (CERS) intitulé «Monitoring Systemic Risks in the EU Securitisation Market» (juillet 2022), dans le segment le plus important du marché de l'Union, celui des RMBS, dix banques représentaient les deux tiers de l'émission totale.

Or. en

Amendement 109
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G decies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G decies. considérant que la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) pourrait contribuer à une augmentation cumulée du PIB de l'Union européenne comprise entre 0,4 et 0,9 point de pourcentage d'ici à 2026 et, dans les cas spécifiques de l'Italie et de l'Espagne, entre 1,2 et 1,9 point de pourcentage[1 bis];

[1 bis] BCE, Occasional Paper Series, nº 362.

Or. en

Amendement 110
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G undecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G undecies. considérant que les paiements au titre de la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) ne peuvent actuellement pas être effectués après décembre 2026;

Or. en

Amendement 111
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G duodecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G duodecies. considérant que le programme InvestEU constitue actuellement le principal instrument de partage des risques de l'Union; que la plupart des partenaires chargés de la mise en œuvre restent principalement axés sur les investissements à faible risque;

Or. en

Amendement 112
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D

Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Considérant G terdecies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	G terdecies. considérant que la résistance politique et la divergence des intérêts nationaux n'ont pas permis de parvenir à un consensus sur la réalisation d'une union des marchés des capitaux (UMC);

Or. en

Amendement 113
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Sous-titre 1

Proposition de résolution	*Amendement*
Construire une vision commune pour la productivité de l'Europe et la nécessité d'une croissance ***durable***	Construire une vision commune pour la productivité de l'Europe et la nécessité d'une croissance

Or. en

Amendement 114
Lefteris Nikolaou-Alavanos, Kostas Papadakis

Proposition de résolution
Paragraphe -1 (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	-1. Le rapport Draghi sur la compétitivité des entreprises de l'Union européenne entend réorienter l'économie capitaliste de l'Union à un moment où s'intensifient les rivalités géopolitiques, tant avec la Chine et les États-Unis, en

concurrence pour la suprématie mondiale, qu'avec la Russie, tandis que se dessinent les premiers signes d'une nouvelle crise économique. Il entend mobiliser des capitaux accumulés qui n'ont pas été investis via le pacte vert pour l'Europe et la facilité pour la reprise et la résilience, en offrant des incitations supplémentaires aux groupes économiques, pour des montants de plusieurs milliards d'euros, allant jusqu'à puiser dans l'épargne populaire, les fonds de pension et les économies de toute une vie des familles ouvrières et populaires. L'un de ses traits essentiels est le soutien de l'Union à l'orientation vers une économie de guerre, déjà mise en œuvre à travers des initiatives telles que ReArm Europe, l'union de la préparation ou ProtectEU. Cette évolution illustre l'implication croissante de l'Union dans la guerre impérialiste en Ukraine contre la Russie capitaliste, dans le cadre de la planification euro-atlantique, mais aussi de manière autonome, avec pour objectif l'appropriation des ressources minérales de l'Ukraine, de ses réseaux de transport d'énergie, etc. Elle inclut également le soutien de l'Union à Israël, État occupant, qui mène une politique de génocide contre le peuple palestinien. Au nom de la compétitivité, le rapport Draghi promeut la stagnation des salaires et des pensions, des restrictions budgétaires majeures dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la protection sociale et de la protection civile, et leur marchandisation, dans le but de favoriser la rentabilité des groupes économiques. Dans cette même logique, on assiste à un démantèlement accru des droits liés à l'organisation syndicale, à l'action collective et à la grève, nourri par un climat de menace de guerre et de situation d'exception. Selon le rapport Draghi, les travailleurs de l'Union et les couches populaires paieront très cher les 800 milliards d'euros alloués à l'économie de guerre, afin de préserver la

rentabilité et les intérêts des grandes entreprises, alors même que plus d'un tiers de la population de l'Union est constitué de travailleurs pauvres et que quatre personnes sur dix éprouvent régulièrement ou ponctuellement des difficultés à faire face à leurs dépenses courantes.

Pour toutes ces raisons, le parlement Européen rejette le rapport Draghi ainsi que l'orientation antisociale de l'Union européenne, dont l'objectif est de renforcer les groupes économiques au détriment des droits et des besoins des couches populaires.

Or. el

Amendement 115
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe -1 (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	-1. est préoccupé par les incertitudes géopolitiques actuelles, leurs répercussions sur les indicateurs macroéconomiques et leurs conséquences sociales; note que ces incertitudes ont déjà considérablement accru la volatilité des marchés de capitaux et conduit à un affaiblissement du dollar américain; estime que le moment est idéal pour accélérer l'intégration des marchés des capitaux européens, car un marché des capitaux plus intégré peut favoriser des flux d'investissement plus importants, améliorer la stabilité financière et faire de l'euro une monnaie mondiale plus importante, renforçant ainsi la souveraineté économique et la résilience de l'Europe; souligne que l'état de droit, la stabilité législative et la prévisibilité sont essentiels pour les investisseurs

internationaux; demande instamment à la Commission de s'abstenir d'apporter des modifications significatives aux législations récemment adoptées; souligne que l'émission d'une dette commune de l'Union contribuerait à renforcer l'attractivité des marchés de capitaux de l'Union, en proposant aux investisseurs internationaux un actif sûr et liquide; souligne qu'un euro numérique, qui constituerait un moyen de paiement sûr, gratuit et facilement accessible, contribuerait de manière significative à la souveraineté monétaire et renforcerait le rôle international de l'euro;

Or. en

Amendement 116
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, ***soutenir la transition écologique, créer*** des emplois de qualité et ***contribuer à la convergence sociale ascendante***, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande ***une libéralisation du marché qui favorise*** une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles ***affectés de manière efficace*** pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, ***grâce à l'investissement privé, à l'ouverture du marché et à la réduction des obstacles, éliminant ainsi la forte dépendance aux subventions; rappelle que la libéralisation des marchés attire les investissements et stimule la création et la croissance des entreprises, ce qui crée également*** des emplois de qualité et ***contribue à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens***, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales ***où la réglementation excessive décourage l'investissement et la***

création de richesses;

Or. en

Amendement 117
Regina Doherty

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale ***de toutes les*** ressources financières ***et de tous les instruments disponibles*** pour ***renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union,*** soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et ***contribuer à la convergence*** sociale ***ascendante***, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale ***des*** ressources ***juridiques, administratives et*** financières pour ***construire une union forte des marchés des capitaux en Europe, qui stimulera l'investissement privé, augmentera l'investissement de détail, transformera les épargnants en investisseurs, rendra l'épargne plus productive, améliorera le niveau de vie des citoyens européens, renforcera la croissance économique et générera davantage de capitaux pour l'investissement, ce qui permettra, ensuite, de*** soutenir la transition écologique ***et numérique***, ***de*** créer des emplois de qualité et ***d'accroître les opportunités économiques et la mobilité*** sociale, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 118
Fernando Navarrete Rojas, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour

renforcer la ***sécurité et la souveraineté industrielle et technologique*** de l'Union, ***soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante,*** dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

renforcer la ***compétitivité et l'autonomie stratégique ouverte*** de l'Union ***au moyen d'une politique industrielle renforcée et horizontale axée sur l'innovation***, ***les technologies stratégiques et les capacités de défense, afin de permettre aux entreprises de l'Union de faire face à la concurrence mondiale*** dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 119
Auke Zijlstra

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande ***une mobilisation générale*** de ***toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour*** renforcer la sécurité ***et*** la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, ***soutenir la transition écologique, créer*** des emplois de qualité et ***contribuer*** à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande de renforcer la sécurité***,*** la souveraineté industrielle et technologique ***et la compétitivité*** de l'Union, ***ce qui crée*** des emplois de qualité et ***contribue*** à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 120
Pierre Pimpie

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour

renforcer la sécurité ***et*** la souveraineté industrielle et technologique de l'Union***, soutenir la transition écologique,*** créer des emplois de qualité ***et contribuer à la convergence sociale ascendante***, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	renforcer la sécurité***,*** la souveraineté industrielle et technologique de l'Union ***et*** créer des emplois de qualité, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 121
Arba Kokalari

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande ***une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles*** pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande ***la mise en place d'une union de l'épargne et des investissements*** pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, ***renforcer la compétitivité, accroître la croissance économique,*** créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 122
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union***, soutenir la transition écologique, créer***	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union ***et améliorer la compétitivité de l'Union***,

des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 123
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, ***soutenir*** la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, ***accélérer*** la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 124
Fernand Kartheiser, Geadis Geadi, Kristoffer Storm, Nora Junco García, Diego Solier, Adrian-George Axinia, Georgiana Teodorescu

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition ***écologique***, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition ***numérique***, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un

contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 125
Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer ***la*** sécurité et ***la*** souveraineté industrielle et technologique ***de l'Union, soutenir la transition écologique***, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour ***stimuler la compétitivité de l'Union,*** renforcer ***sa*** sécurité et ***sa*** souveraineté industrielle et technologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 126
Dirk Gotink

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation ***générale de toutes les*** ressources financières ***et de tous les instruments disponibles*** pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition ***écologique***, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation ***des*** ressources financières ***du secteur privé*** pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition ***propre et la décarbonation***, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 127
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition ***écologique***, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition ***énergétique***, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 128
Anouk Van Brug, Engin Eroglu

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation ***générale de toutes les*** ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation ***substantielle des*** ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 129
Lídia Pereira

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition ***numérique et*** écologique, ***renforcer la compétitivité, générer une croissance économique durable,*** créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante ***et à la cohésion***, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 130
Kinga Kollár, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité***, promouvoir le secteur des PME*** et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales; ***note que la sécurité est une condition préalable à une croissance durable;***

Or. en

Amendement 131
Guillaume Peltier

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique ***notamment la création de nouveaux matériaux biosourcés et compostables*** , créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. fr

Amendement 132
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, ***soutenir*** la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, ***en améliorant et en accélérant*** la transition écologique ***vers des niveaux considérés scientifiquement comme des objectifs minimaux***, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 133
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale ***urgente*** de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir ***et investir dans*** la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 134
Michalis Hadjipantela

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique ***et numérique***, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 135
Guillaume Peltier

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales***, et de hausse du taux d'endettement au sein de la zone euro***;

Or. fr

Amendement 136
Carla Tavares, Jonás Fernández

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, ***notamment en améliorant la résilience et la protection des infrastructures critiques, y compris les réseaux électriques, les réseaux d'approvisionnement en eau et les systèmes de communication, afin de protéger les citoyens européens et les entreprises de l'Union et d'atténuer les conséquences des pannes générales d'électricité et autres perturbations***

	majeures; soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;

Or. en

Amendement 137
Christophe Gomart

Proposition de résolution
Paragraphe 1

Proposition de résolution	*Amendement*
1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales;	1. demande une mobilisation générale de toutes les ressources financières et de tous les instruments disponibles pour renforcer la sécurité et la souveraineté industrielle et technologique de l'Union, soutenir la transition écologique, créer des emplois de qualité et contribuer à la convergence sociale ascendante, dans un contexte d'instabilité géopolitique et de tensions internationales; ***note à ce titre que la titrisation, en distribuant le risque aux investisseurs les mieux à même de le porter, représente un puissant levier pour accroître les capacités des investisseurs privés à financer les priorités stratégiques de l'Union.***

Or. fr

Amendement 138
Regina Doherty

Proposition de résolution
Paragraphe 1 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	1 bis. souligne que la compétitivité n'est pas un défi qui sera résolu uniquement

par de l'argent frais; met l'accent sur le fait que l'Union ne peut pas sortir du déclin relatif en dépensant de l'argent; invite la Commission et tous les États membres à prendre des mesures et à mettre en œuvre des réformes juridiques et administratives qui renforcent la compétitivité, encouragent l'innovation et le dynamisme, rationalisent la bureaucratie, réduisent les coûts et les charges réglementaires pour les innovateurs, simplifient les exigences en matière de rapports, créent un climat propice aux investissements en Europe, augmentent les possibilités commerciales avec les pays tiers, luttent contre la surréglementation et améliorent la coopération administrative entre les États membres; rejette toute évolution vers un protectionnisme accru de l'Union; se félicite de la priorité accordée par la Commission européenne à la réduction de 25 % et de 35 % pour les PME de la charge que représentent pour les entreprises les obligations légales en matière d'information; demande que cette priorité soit mise en œuvre dans tous les secteurs;

Or. en

Amendement 139
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 1 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	1 bis. souligne l'importance de renforcer la confiance dans le système bancaire, de garantir la stabilité financière et de promouvoir un marché unique efficace, autant d'objectifs fondamentaux pour l'Union; rappelle que l'achèvement de l'union bancaire est une condition nécessaire pour atteindre ces objectifs, car

elle permettra non seulement de renforcer la protection des épargnants, mais aussi de créer un environnement plus sûr et plus prévisible pour les investissements, ce qui est essentiel pour stimuler la croissance économique; partage le point de vue selon lequel un système convergent d'union bancaire contribuera à réduire la fragmentation du marché, à améliorer l'allocation des capitaux et à renforcer la compétitivité de l'Union au niveau mondial; reconnaît que l'achèvement de l'Union bancaire doit être une priorité stratégique dans l'approfondissement de l'Union économique et monétaire;

Or. en

Amendement 140
Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Paragraphe 1 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	1 bis. demande la révision du programme de transition écologique à la lumière des charges administratives qui asphyxient les entreprises européennes, en particulier les PME et les jeunes pousses; regrette, à cet égard, que la Commission n'ait pas abrogé les directives CSRD et CSDDD dans le cadre de la proposition omnibus, en dépit de leurs incidences économiques négatives; invite les colégislateurs à réduire considérablement les formalités administratives lors des négociations concernant la «proposition de contenu» du train de mesures omnibus;

Or. en

Amendement 141

Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Paragraphe 1 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	1 ter. invite la Commission à présenter de nouvelles propositions visant à réduire la charge administrative afin d'accroître les ressources financières disponibles des entreprises de l'Union; réaffirme l'importance de créer un environnement véritablement propice aux entreprises et à l'investissement;

Or. en

Amendement 142
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;	2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta; ***rappelle que des gains de productivité pourraient notamment être générés en investissant dans des activités innovantes; reconnaît que la mise en place d'une économie durable constitue un avantage concurrentiel important pour l'économie de l'Union et qu'elle est un pilier de la souveraineté économique de l'Union; est fermement convaincu que la mise en place d'un cadre solide et crédible en matière de finance durable est essentielle pour orienter les investissements conformément aux objectifs à long terme de l'Union et attirer les investisseurs internationaux;***

Or. en

Amendement 143
Regina Doherty

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité ***de rétablir*** la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;	2. ***souligne que trop de capitaux ne sont pas utilisés de manière productive dans l'Union; souligne que les entreprises, en particulier les PME, ne sont pas en mesure de tirer pleinement parti des marchés de capitaux existants en Europe pour leurs besoins de financement et d'investissement;*** se félicite de la relance du débat sur la nécessité ***d'améliorer*** la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;

Or. en

Amendement 144
Michalis Hadjipantela

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir ***la productivité*** de l'Union, ***stimulée*** par les rapports Draghi et Letta;	2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité ***urgente*** de rétablir ***et de renforcer la compétitivité et la croissance économique*** de l'Union, ***encouragée*** par les rapports Draghi et Letta***, qui donnent une impulsion cruciale aux investissements stratégiques et aux réformes structurelles dans l'ensemble de l'Union européenne***;

Or. en

Amendement 145

Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;	2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union ***de manière durable sur le plan social et écologique***, stimulée par les rapports Draghi et Letta;

Or. en

Amendement 146
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;	2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la ***croissance de la*** productivité de l'Union, ***et de ce fait la croissance économique,*** stimulée par les rapports Draghi et Letta;

Or. en

Amendement 147
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;	2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la ***compétitivité et la*** productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;

Or. en

Amendement 148
Christophe Gomart

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;	2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité ***et la compétitivité*** de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;

Or. fr

Amendement 149
Arba Kokalari

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;	2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité ***et la compétitivité*** de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;

Or. en

Amendement 150
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;	2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta; ***partage le point de vue selon lequel l'Europe a pris du retard par rapport à ses concurrents en raison de la surcharge***

réglementaire et de la forte intervention de l'État, qui ont faussé les marchés, découragé la création de nouvelles entreprises et freiné la croissance des entreprises existantes;

Or. en

Amendement 151
Fernando Navarrete Rojas, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;	2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta; ***souligne que l'Europe est en retard et que notre région risque de perdre tout son intérêt si aucune mesure supplémentaire n'est prise;***

Or. en

Amendement 152
Auke Zijlstra

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;	2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta; ***souligne qu'un rétablissement de la productivité implique que l'économie productive européenne était compétitive auparavant, c'est-à-dire avant le marché unique et la monnaie unique;***

Or. en

Amendement 153
Kinga Kollár, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 2

Proposition de résolution	*Amendement*
2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta;	2. se félicite de la relance du débat sur la nécessité de rétablir la productivité de l'Union, stimulée par les rapports Draghi et Letta; ***souligne que la concurrence favorise la productivité, l'investissement et l'innovation;***

Or. en

Amendement 154
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 2 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	2 bis. souligne que la simplification et la réduction des charges administratives constituent un élément essentiel pour améliorer la compétitivité de l'Union; se félicite de l'engagement de la Commission européenne en faveur de cet objectif et des premières propositions à cet égard, telles que l'omnibus sur la durabilité;

Or. en

Amendement 155
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 2 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

	2 ter. souligne que les mesures de niveau 2 et de niveau 3, en particulier, sont devenues, par leur nombre et leur complexité, un facteur déterminant de la charge administrative dans le système législatif de l'Union concernant les services financiers; invite la Commission et les autorités européennes de surveillance (AES) à examiner les moyens de réduire le nombre et la complexité des actes délégués, des actes d'exécution, des questions et réponses et des orientations à venir; souligne que les AES devraient se conformer strictement au mandat qui leur a été confié par le législateur européen;

Or. en

Amendement 156
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un ***point de départ*** pour prendre des mesures visant à encourager les investissements ***tant*** privés ***que publics***;	3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un ***tournant décisif*** pour prendre des mesures visant à encourager les investissements privés; ***rappelle que les efforts déployés par l'Union européenne pour achever l'union des marchés des capitaux depuis 2015 n'ont toujours pas abouti à un résultat définitif; encourage toutes les parties à faire des efforts pour réaliser l'union de l'épargne et des investissements dès que possible;***

Or. en

Amendement 157
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D

Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. reconnaît que ces rapports constituent ***un signal*** d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics;	3. reconnaît que ces rapports constituent ***l'un des nombreux signaux*** d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics***, notamment dans les secteurs des technologies numériques et vertes, dans le secteur automobile en phase de transition et dans les industries lourdes telles que la sidérurgie et la chimie***;

Or. en

Amendement 158
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics;	3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements ***durables*** tant privés que publics;

Or. en

Amendement 159
Kinga Kollár, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics;	3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme ***ultime*** pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics;

Or. en

Amendement 160
Auke Zijlstra

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements ***tant privés que publics***;	3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements;

Or. en

Amendement 161
Eero Heinäluoma

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics;	3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics; ***note que les institutions de retraite professionnelle (IRP) en Europe allouent***

près de 40 % de leurs actifs à des fonds d'investissement, dont seulement 33 % à des fonds principalement axés sur les investissements en actions;

regrette que seulement 30 % environ des investissements de ces fonds d'investissement soient réalisés dans l'Union, principalement aux Pays-Bas, en Allemagne, au Luxembourg et en France, tandis que les investissements aux États-Unis représentent 46 % du total;

s'inquiète du fait que les Îles Caïmans attirent la troisième part la plus importante des investissements indirects non européens des IRP;

(AEAPP, Iorps in focus report, 2024, 11/2/2025)

invite la Commission à proposer des mesures législatives visant à encourager les IRP à investir davantage dans des actions au sein de l'Union;

Or. en

Amendement 162
Regina Doherty

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics;	3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics; ***reconnaît le travail accompli jusqu'à présent pour mettre en place une union des marchés des capitaux; rappelle que ces travaux doivent désormais être accélérés;***

Or. en

Amendement 163
Danuše Nerudová

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics;	3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics ***ainsi que pour améliorer le soutien apporté par l'Union aux partenariats public-privé***; ***souligne que l'investissement public a un rôle crucial de catalyseur pour l'investissement privé; estime que les instruments financiers et les garanties budgétaires constituent une utilisation efficace des ressources en vue de faire progresser les objectifs stratégiques clés de l'Union; réaffirme que des garanties budgétaires et des instruments financiers bien conçus, lorsqu'ils sont fondés sur les besoins du marché, constituent une utilisation très efficace des ressources budgétaires limitées de l'Union pour réduire les risques d'investissement et attirer les capitaux privés;***

Or. en

Amendement 164
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des	3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des

mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics;	mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics; ***se félicite que la Commission reconnaisse la nécessité de mobiliser les finances publiques pour soutenir l'innovation dans l'Union;***

Or. en

Amendement 165
Engin Eroglu

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics;	3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les investissements tant privés que publics; ***constate également qu'ils constituent un signal d'alarme pour une véritable réduction des formalités administratives dans le secteur et de sérieuses réformes de l'État en vue de budgets européens solides;***

Or. de

Amendement 166
Fernando Navarrete Rojas, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 3

Proposition de résolution	*Amendement*
3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les	3. reconnaît que ces rapports constituent un signal d'alarme pour les décideurs européens et nationaux, ainsi qu'un point de départ pour prendre des mesures visant à encourager les

investissements tant privés que publics;	investissements tant privés que publics; ***invite les États membres à tenir compte du signal d'alarme tiré par les rapports Draghi et Letta;***

Or. en

Amendement 167
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 3 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 bis. rappelle que l'objectif de 3 % du PIB consacré à la recherche et à l'innovation est encore loin d'être atteint; invite la Commission et les États membres à garantir un financement et des outils suffisants pour atteindre cet objectif et à financer tous les projets de qualité élevée tout au long du cycle d'innovation, depuis la recherche fondamentale jusqu'à l'expérimentation et la mise sur le marché; insiste sur la nécessité d'une continuité, d'investissements à long terme et d'un budget consacré à la recherche et à l'innovation pour asseoir la place de premier rang mondial de l'Europe;

Or. en

Amendement 168
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 3 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 bis. constate avec inquiétude les

risques de choc négatif sur la croissance économique[1 bis] et les turbulences actuelles sur les marchés de capitaux qui pourraient menacer la prospérité des citoyens, des travailleurs et des entreprises européens, comme les inégalités sociales, l'escalade des tensions commerciales, le changement climatique, l'augmentation des risques environnementaux et la fragmentation du marché unique;

[1 bis] ***FMI, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2025.***

Or. en

Amendement 169
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 3 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 bis. souligne que la Commission européenne a adopté son premier «plan d'action pour la mise en place d'une union des marchés des capitaux» en septembre 2015; regrette que les progrès réalisés depuis lors pour intégrer les marchés des capitaux de l'Union aient été limités;

Or. en

Amendement 170
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 3 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 ter. souligne toutefois que l'Union a fait preuve de résilience grâce à son cadre réglementaire solide, se positionnant ainsi comme une zone de stabilité; estime que cette stabilité pourrait devenir un véritable avantage spécifique et concurrentiel; souligne le lien intrinsèque entre l'état de droit et la croissance économique durable; recommande au Conseil d'accélérer l'adoption des mesures législatives encore en suspens afin de consolider son cadre de stabilité financière et d'achever l'union bancaire;

Or. en

Amendement 171
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 3 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 ter. se félicite de l'adoption de la communication de la Commission intitulée «Union européenne de l'épargne et des investissements — Une stratégie destinée à favoriser la richesse des citoyens et la compétitivité économique dans l'UE», qui présente diverses initiatives politiques et qui vise à intégrer les marchés de capitaux de l'Union et à orienter efficacement l'épargne vers l'investissement;

Or. en

Amendement 172
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 3 quater (nouveau)

Proposition de résolution *Amendement*

3 quater. souligne que l'absence de progrès dans l'intégration des marchés de capitaux de l'Union est souvent due aux réserves des États membres de l'Union; invite les États membres à tirer parti de la dynamique existante et à collaborer avec le Parlement afin de faire progresser réellement l'intégration des marchés de capitaux de l'Union;

Or. en

Amendement 173
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 3 quater (nouveau)

Proposition de résolution *Amendement*

3 quater. demande instamment à la Commission de présenter des propositions visant à mobiliser des capitaux supplémentaires tout en allouant les ressources financières nécessaires pour atteindre les objectifs fixés à l'article 3 du traité sur l'Union européenne;

Or. en

Amendement 174
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 3 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 quinquies. insiste sur l'urgence d'agir, d'accélérer la prise de décision, de réduire les retards dans la mise en œuvre et d'accélérer les décisions relatives aux aides d'État et aux subventions;

Or. en

Amendement 175
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 3 sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	3 sexies. estime que l'Union doit faire avancer son projet d'union des marchés des capitaux afin de mobiliser les investissements du secteur privé; souligne que le soutien du secteur public sera nécessaire afin d'apporter l'investissement annuel supplémentaire minimum nécessaire pour rétablir un secteur industriel durable et innovant et pour consolider la prospérité de l'Union; souligne qu'une augmentation de la productivité permettrait également de disposer d'une plus grande marge de manœuvre budgétaire et que l'investissement public peut déclencher une politique anticyclique qui stimule l'innovation, la croissance inclusive durable et la création d'emplois;

Or. en

Amendement 176
Marco Falcone, Fulvio Martusciello

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers***;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***invite la Commission européenne et les États membres à redoubler d'efforts pour supprimer les barrières et les obstacles qui fragmentent le marché unique et dissuadent les entreprises européennes de rester dans l'Union, en particulier ceux liés à des charges administratives disproportionnées, à des régimes fiscaux inégaux entre les États membres, à des charges environnementales pénalisantes, à des délais excessifs pour l'obtention d'autorisations et de licences, et à des difficultés d'accès au financement; souligne que ces problèmes contribuent à la perte de compétitivité de l'industrie européenne et poussent de nombreuses entreprises à se délocaliser dans des pays tiers où les contraintes réglementaires sont moindres et les coûts moins élevés;***

Or. it

Amendement 177
Pierre Pimpie

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors***	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***reconnaît que le marché européen ne facilite pas suffisamment la croissance***

de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	***des entreprises et l'accès aux capitaux; insiste toutefois sur le fait que la résolution de ce problème ne doit pas se faire au détriment de la sécurité des actifs des investisseurs***;

Or. en

Amendement 178
Regina Doherty

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union ***aient le sentiment*** de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de*** capital-risque ***en dehors de*** l'Union ***et se développent sur des marchés étrangers***;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union ***soient contraints*** de devoir relocaliser leur entreprise afin ***de la développer et*** d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***souligne par conséquent l'importance de développer un écosystème solide pour le*** capital-risque ***et l'investissement dans*** l'Union;

Or. en

Amendement 179
Auke Zijlstra, Enikő Győri

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. ***regrette*** que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union ***aient le sentiment de devoir relocaliser*** leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***déplore*** qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	4. ***note*** que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union ***relocalisent*** leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements***, une main-d'œuvre hautement qualifiée*** et des ressources***, et pour échapper à des réglementations opaques qui découragent les investissements et l'expansion des entreprises***; ***note*** qu'ils se tournent vers

	des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers***, où l'investissement et l'expansion sont bien accueillis plutôt que jugés négativement***;

Or. en

Amendement 180
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union ***aient le sentiment de devoir*** relocaliser leur entreprise afin d'avoir ***plus facilement*** accès à des financements et des ressources; ***déplore*** qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union ***doivent*** relocaliser leur entreprise afin d'avoir accès à des financements et des ressources; ***regrette*** qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers***, étant donné que notre marché n'est pas en mesure de répondre à leurs demandes***; ***appelle à l'essor du capital-risque afin que les entreprises puissent obtenir des investissements sur nos marchés;***

Or. en

Amendement 181
Arba Kokalari

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources***;***	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources

déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	***et*** qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers; ***souligne que la priorité doit être de comprendre et de traiter les causes profondes de la relocalisation, en favorisant un marché intérieur plus compétitif et plus attrayant, en offrant aux entrepreneurs établis dans l'Union les conditions nécessaires pour se développer et étendre leurs activités au sein de l'Union, et en garantissant un environnement réglementaire qui ne soit ni trop contraignant ni trop restrictif;***

Or. en

Amendement 182
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***déplore*** qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***constate avec inquiétude*** qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers***, soulignant la nécessité pour les institutions de l'Union de favoriser un environnement plus attrayant et plus propice à l'innovation et à la croissance***;

Or. en

Amendement 183
Lídia Pereira, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution

Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. ***regrette*** que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***déplore*** qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	4. ***reconnaît*** que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***constate avec inquiétude*** qu'ils se tournent ***généralement*** vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers***, principalement en raison des insuffisances et des inefficacités des marchés européens des capitaux***;

Or. en

Amendement 184
Pascal Canfin, Stéphanie Yon-Courtin, Gilles Boyer, Billy Kelleher, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore ***qu'ils se tournent vers des fournisseurs*** de capital-risque ***en dehors*** de l'Union et ***se développent*** sur des marchés étrangers;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore ***que l'absence de fonds*** de capital-risque ***à grande échelle et l'absence de possibilités de sortie financièrement viables au sein*** de l'Union ***les poussent à se développer en recourant à des investissements étrangers*** et sur des marchés étrangers;

Or. en

Amendement 185
Johan Van Overtveldt

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***déplore*** qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***souligne*** qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers ***en raison de l'absence d'une union des marchés des capitaux intégrée au sein de l'Union***;

Or. en

Amendement 186
Fernando Navarrete Rojas, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore ***qu'ils se tournent vers des fournisseurs de*** capital-risque ***en dehors de l'Union*** et ***se développent sur des marchés étrangers***;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; ***regrette que l'écosystème réglementaire et financier actuel de l'Union ne fournisse pas encore un cadre suffisamment solide, accessible et diversifié pour répondre aux besoins de financement des entreprises en croissance;*** déplore ***que cette lacune structurelle oblige de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union à rechercher du*** capital-risque et ***des possibilités de développement dans des pays tiers***;

Or. en

Amendement 187
Michalis Hadjipantela

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore ***qu'ils se tournent vers des*** fournisseurs de capital-risque ***en dehors*** de l'Union et ***se développent sur des marchés étrangers***;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore ***la disponibilité insuffisante de*** fournisseurs de capital-risque ***au sein*** de l'Union et ***demande que des efforts immédiats et concrets soient déployés pour mettre en place un écosystème de capital-risque solide et accessible, soulignant la capacité de l'Union en matière d'innovation et de croissance économique durables***;

Or. en

Amendement 188
Eero Heinäluoma

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers***, alors que l'Union génère chaque année plus de jeunes pousses que les États-Unis et que le rendement des investissements en capital-risque y est supérieur d'environ 6 % https://www.ceps.eu/its-finally-time-***

to-leverage-pension-funds-to-foster-eu-productivity-and-benefit-pensioners/;

Or. en

Amendement 189
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers; ***partage l'avis des rapports Draghi et Letta selon lequel l'Union devrait développer davantage ses marchés du capital-risque; souligne toutefois que le soutien public aux marchés du capital-risque devrait être exclusivement destiné aux projets conformes aux objectifs du pacte vert pour l'Europe et ayant un impact social positif;***

Or. en

Amendement 190
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise ***dans des juridictions situées en***

accès à des financements et des ressources; déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	***dehors de l'Union*** afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers; ***reconnaît que ces décisions témoignent d'un manque général de compétitivité de l'écosystème européen de financement, en particulier dans la phase de développement, auquel il convient de remédier;***

Or. en

Amendement 191
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers; ***se félicite de l'adoption récente de l'acte législatif sur l'admission à la cote, qui facilitera l'accès aux bourses européennes pour les entreprises de toutes tailles, y compris les PME;***

Or. en

Amendement 192
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution

Paragraphe 4

Proposition de résolution	*Amendement*
4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers;	4. regrette que de nombreux entrepreneurs établis dans l'Union aient le sentiment de devoir relocaliser leur entreprise afin d'avoir plus facilement accès à des financements et des ressources; déplore qu'ils se tournent vers des fournisseurs de capital-risque en dehors de l'Union et se développent sur des marchés étrangers; ***appelle dès lors à une attention plus soutenue pour permettre la création et le fonctionnement de fonds européens de croissance et de rachat suffisamment importants;***

Or. en

Amendement 193
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 4 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	4 bis. regrette que le faible niveau d'éducation financière dans de nombreux États membres de l'Union européenne représente un problème important pour l'autonomie économique des citoyens et pour la mise en place d'une économie forte et compétitive; rappelle que le manque d'éducation financière empêche la population de prendre des décisions éclairées en matière d'épargne, d'investissement et de planification de la retraite, et empêche également les citoyens d'être mieux armés pour demander des comptes à leurs gouvernements; affirme que ces lacunes en matière d'éducation financière compromettent non seulement le bien-être économique des individus, mais limitent également leur participation active aux

marchés des capitaux et entravent l'émergence d'une culture de l'investissement essentielle à la croissance économique; se félicite de la proposition de la Commission relative à une nouvelle stratégie et demande qu'elle soit suffisamment ambitieuse pour améliorer de manière significative le niveau d'éducation dans l'ensemble de l'Europe, de manière à garantir un changement durable; plaide pour l'adoption urgente de mesures visant à promouvoir une éducation financière plus accessible et plus équitable dans toute l'Union, dans le respect des compétences nationales;

Or. en

Amendement 194
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 4 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	4 bis. souligne que les marchés de capitaux européens doivent être attrayants et faciles d'accès tant pour les émetteurs que pour les investisseurs; souligne que cette affirmation s'applique aussi bien aux marchés primaires qu'aux marchés secondaires; souligne que la décision d'entrer sur un marché dirigé s'accompagne souvent d'exigences complémentaires considérables pour les entreprises, notamment dans le but de protéger les investisseurs; note que de telles exigences peuvent être perçues comme un inconvénient lié à l'introduction en bourse; invite la Commission à surveiller en permanence les coûts administratifs et de mise en conformité des sociétés cotées en bourse afin de les réduire, en particulier pour les petites et moyennes entreprises; se félicite de l'adoption récente de l'acte législatif

sur l'admission à la cote, qui constitue un premier pas dans ce sens; demande une mise en œuvre pragmatique de l'acte législatif sur l'admission à la cote et invite la Commission à poursuivre cette initiative;

Or. en

Amendement 195
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 4 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	4 ter. souligne qu'il est difficile, en particulier pour les PME cotées en bourse, d'obtenir une couverture suffisante des travaux de recherche sur les titres; souligne que la dissociation des frais de recherche et des frais d'exécution des transactions prévue dans le cadre de la directive MiFID II pourrait avoir aggravé ce problème; se félicite que cette exigence ait été ultérieurement assouplie par l'acte législatif sur l'admission à la cote; invite la Commission et l'AEMF à continuer de suivre l'évolution des tendances en matière de recherche sur les titres de capital, en particulier pour les PME;

Or. en

Amendement 196
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 4 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	4 quater. souligne l'importance des

marchés de croissance des PME, qui aident les petites entreprises à entrer en bourse; invite la Commission à renforcer les marchés de croissance des PME, notamment en introduisant des exigences plus rationnelles pour l'admission à la cotation sur ces marchés;

Or. en

Amendement 197
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. ***souligne que les ressources publiques devraient être axées sur la garantie de la durabilité et de l'accessibilité des*** services et infrastructures publics ***tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres dans des conditions bien définies***;	5. ***soutient une approche de la croissance axée sur le marché en favorisant un environnement réglementaire propice à l'innovation dans le secteur privé, tout en veillant à ce que les*** services et infrastructures publics ***essentiels soient gérés de manière efficace***;

Or. en

Amendement 198
Fernando Navarrete Rojas, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. souligne que les ressources publiques devraient être ***axées sur la garantie de la durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures*** publics tout en ***catalysant*** les investissements privés ***dans des industries innovantes et propres dans des conditions bien définies***;	5. souligne que les ressources publiques devraient être ***utilisées de manière à générer des économies pour les contribuables européens, notamment en donnant la priorité à la fourniture de biens*** publics ***européens dans les domaines où une action au niveau de l'Union permet une plus grande efficacité***

et des économies d'échelle, tout en ***servant de catalyseur pour*** les investissements privés ***afin de stimuler la compétitivité et la productivité de l'Union et de réduire le fossé en matière d'innovation***;

Or. en

Amendement 199
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur ***la garantie de la durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures publics*** tout en catalysant les investissements privés ***dans des industries innovantes et propres dans des conditions bien définies***;	5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur ***le rôle qu'elles peuvent jouer*** tout en catalysant les investissements privés;

Or. en

Amendement 200
Danuše Nerudová

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur la garantie de la durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres dans des conditions bien définies;	5. souligne que les ressources publiques devraient être axées ***sur les biens publics européens et la valeur ajoutée, ainsi que*** sur la garantie de la durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres dans des conditions bien définies;

Or. en

Amendement 201
Pierre Pimpie, Enikő Győri

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. souligne que les ressources publiques devraient être ***axées sur la garantie de*** la durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en ***catalysant*** les investissements privés dans des industries ***innovantes*** et ***propres dans des conditions bien définies***;	5. souligne que les ressources publiques devraient être ***allouées de manière équilibrée, en garantissant à la fois*** la durabilité et l'accessibilité des services et infrastructures publics***,*** tout en ***encourageant*** les investissements privés dans des industries ***clés, notamment dans les secteurs innovants*** et ***stratégiques, de façon à refléter pleinement les spécificités économiques et les priorités sectorielles de chaque État membre***;

Or. en

Amendement 202
Regina Doherty

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur la garantie de la durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres ***dans des conditions bien définies***;	5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur ***l'investissement, la croissance économique, l'optimisation des ressources,*** la garantie de la durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres;

Or. en

Amendement 203

Fernand Kartheiser, Geadis Geadi, Kristoffer Storm, Nora Junco García, Diego Solier, Adrian-George Axinia, Georgiana Teodorescu

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur la garantie de la durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements ***privés*** dans des industries innovantes ***et propres*** dans des conditions bien définies;	5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur la garantie de la durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements dans des industries innovantes dans des conditions bien définies;

Or. en

Amendement 204
Thomas Bajada

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur ***la garantie de*** la durabilité et ***de*** l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres dans des conditions bien définies;	5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur ***l'amélioration du bien-être des citoyens de l'Union, garantissant ainsi*** la durabilité et l'accessibilité des services et infrastructures publics***, en particulier concernant les services d'intérêt général,*** tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres dans des conditions bien définies;

Or. en

Amendement 205
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur ***la garantie de*** la durabilité et ***de*** l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres dans des conditions bien définies;	5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur la garantie de la durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres dans des conditions ***sociales et environnementales*** bien définies;

Or. en

Amendement 206
Lídia Pereira, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur ***la garantie de*** la durabilité et ***de*** l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres dans des conditions bien définies;	5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur la garantie de la ***qualité, de l'efficacité, de la*** durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres dans des conditions bien définies;

Or. en

Amendement 207
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Paragraphe 5

Proposition de résolution	*Amendement*
5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur ***la***	5. souligne que les ressources publiques devraient être axées sur la

garantie de la durabilité et ***de*** l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements privés dans des industries innovantes et propres dans des conditions bien définies;	garantie de la durabilité et de l'accessibilité des services et infrastructures publics tout en catalysant les investissements privés dans des ***technologies et des*** industries innovantes et propres dans des conditions bien définies;

Or. en

Amendement 208
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. estime que les familles sont le principal pilier du tissu social et du bien-être en Europe; rappelle que les personnes ayant à leur charge des enfants et des personnes dépendantes ont supporté une part disproportionnée des conséquences des crises économiques successives de ces quinze dernières années; partage l'idée que pour que les familles puissent s'épanouir, construire leur avenir et assumer leurs responsabilités en toute confiance, elles doivent avoir de réelles possibilités d'épargner et d'accumuler des richesses; insiste en ce sens sur la mise en place de marchés des capitaux solides, accessibles et efficaces qui facilitent les investissements de détail, les protègent et encouragent l'éducation financière; estime que l'accès des ménages aux marchés de capitaux est une priorité à prendre en compte lors de l'élaboration de la stratégie pour une union de l'épargne et des investissements;

Or. en

Amendement 209

Regina Doherty

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. souligne l'importance de la simplification réglementaire pour stimuler la compétitivité; souligne que des règles trop complexes et trop contraignantes découragent l'investissement, réduisent la prospérité, augmentent le coût de la vie et détériorent le niveau de vie; demande que l'amélioration de l'environnement réglementaire dans l'Union reste une priorité pour stimuler l'investissement et le dynamisme, et offrir une plus grande sécurité; invite les États membres à examiner, réduire et lutter contre les pratiques de surréglementation, dans le but de favoriser la compétitivité, la simplification et l'investissement, notamment en supprimant la complexité réglementaire, qui fausse la concurrence dans le marché unique, augmente les coûts dans différents secteurs et constitue un obstacle à l'investissement transfrontière et à l'investissement de détail;

Or. en

Amendement 210
Jussi Saramo, Pasquale Tridico, Gaetano Pedulla', Manon Aubry

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. reconnaît que les marchés des capitaux ne peuvent pas répondre à tous les besoins d'investissement de l'Europe; souligne que l'investissement public doit être au cœur de la transition écologique et numérique et que le rôle de

l'investissement public ne doit pas se limiter à «réduire les risques» liés à l'investissement privé; reconnaît donc la nécessité de repenser l'architecture du financement public de l'Union et demande la création d'un fonds d'investissement de l'Union dans le contexte du prochain cadre financier pluriannuel (CFP);

Or. en

Amendement 211
Johan Van Overtveldt

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. souligne que, pour combler le déficit d'investissement, il ne suffit pas seulement de mobiliser d'importants volumes financiers, mais qu'il faut aussi veiller à ce que l'Union soit en mesure d'orienter les fonds vers des investissements productifs; souligne que la capacité institutionnelle, la clarté de la réglementation et la qualité des projets sont essentielles pour une utilisation efficace des capitaux publics et privés;

Or. en

Amendement 212
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. demande de tirer parti de la dynamique actuelle pour créer un nouveau modèle européen de

compétitivité durable basé sur la mise en place d'une véritable circularité et d'une indépendance à l'égard des ressources; demande que ce nouveau modèle intègre une mesure plus rigoureuse de la compétitivité et de la croissance qui aille au-delà du produit intérieur brut et qui soit intégrée dans le semestre et le budget de l'Union;

Or. en

Amendement 213
Eero Heinäluoma

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. estime que les lignes directrices de l'Union concernant les aides d'État au secteur bancaire doivent faire l'objet d'une nouvelle évaluation pour mieux prendre en compte les disparités concurrentielles et renforcer la discipline de marché;

Or. en

Amendement 214
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. souligne que toute initiative réglementaire ou législative devrait être basée sur une évaluation complète de ses coûts et avantages; souligne qu'une analyse rigoureuse est essentielle pour garantir que les nouvelles mesures soutiennent efficacement la croissance,

l'innovation et la compétitivité sans imposer de charges réglementaires ou de contraintes de mise en conformité excessives;

Or. en

Amendement 215
Anouk Van Brug, Billy Kelleher, Engin Eroglu, Stéphanie Yon-Courtin

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. souligne que le climat des affaires dans l'Union doit être très attrayant pour les entreprises et les investisseurs et leur permettre de développer des modèles commerciaux innovants dans un environnement réglementaire favorable; réitère, à cet égard, sa demande de longue date en faveur d'une réduction de l'accumulation des charges administratives, en particulier pour les PME;

Or. en

Amendement 216
Fabio De Masi

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. souligne qu'en dépit de l'approfondissement du marché intérieur, les économies des États membres de l'Union se caractérisent par une plus grande diversité et, par conséquent, par une taille plus modeste que l'économie américaine, cela s'expliquant par les différents systèmes linguistiques et

juridiques (notamment les législations en matière d'insolvabilité);

Or. en

Amendement 217
Gilles Boyer, Stéphanie Yon-Courtin, Pascal Canfin, Billy Kelleher, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. souligne l'importance des acteurs, des citoyens, des entreprises et des secteurs financiers de l'Union dans la réussite de l'union de l'épargne et des investissements; souligne que leur rôle sera déterminant pour concilier la participation des investisseurs de détail de l'Union et le financement de l'économie de l'Union, qui sont les deux facettes d'une même ambition;

Or. en

Amendement 218
Lídia Pereira, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. souligne l'importance d'une stratégie européenne ambitieuse, mesurable et déterminée visant à promouvoir la culture financière en Europe, permettant ainsi à nos citoyens de mieux protéger et mobiliser leur épargne et de tirer parti d'un marché des capitaux plus attrayant;

Or. en

Amendement 219
Irene Tinagli

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. souligne que le manque de logements sociaux abordables et appropriés, en particulier dans les zones à forte demande, est devenu un obstacle structurel à la mobilité et à la productivité de la main-d'œuvre, ce qui nuit à la compétitivité de l'Union;

Or. en

Amendement 220
Ralf Seekatz

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. souligne que de nouveaux investissements dans les infrastructures critiques pourraient être suscités par un recours accru aux partenariats public-privé; invite la Commission à adresser une recommandation aux États membres concernant ces partenariats;

Or. en

Amendement 221
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

5 bis. rappelle que la crise financière précédente a été la conséquence directe d'une réglementation trop laxiste; rappelle que la crise financière passée a eu des incidences économiques durables sur la croissance, la productivité et l'inclusion sociale; souligne qu'un cadre réglementaire efficace et complet, assorti de solides mécanismes de protection des consommateurs, est un moteur clé pour la compétitivité du secteur bancaire de l'Union, mais aussi un élément essentiel pour encourager une plus grande participation des particuliers aux marchés des capitaux de l'Union; rappelle qu'une série d'études du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB) montre que, même pendant les années difficiles qui ont suivi la crise, les réformes de Bâle III ont aidé les banques européennes à soutenir leurs économies nationales; estime que garantir une protection adéquate des investisseurs de détail et résoudre les problèmes actuels de conflit d'intérêts des conseillers financiers sont des conditions essentielles pour rétablir la confiance des citoyens de l'Union dans les marchés de capitaux, favorisant ainsi un environnement de marché plus transparent, plus équitable et plus concurrentiel qui profite à toutes les parties prenantes; se félicite des initiatives visant à promouvoir l'inclusion financière et à garantir l'accès des investisseurs de détail aux produits financiers de bases;

Or. en

Amendement 222
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. se félicite de l'objectif que s'est imposé la Commission d'être une «Commission d'investissement» et de débloquer le financement nécessaire pour les transitions écologique, numérique et sociale, ainsi que de tirer pleinement parti des investissements publics, de mobiliser des capitaux privés et d'en réduire les risques;

Or. en

Amendement 223
Kinga Kollár

Proposition de résolution
Paragraphe 5 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 bis. souligne la nécessité d'accélérer l'innovation et de trouver de nouveaux vecteurs de croissance économique, de faire baisser les prix élevés de l'énergie tout en poursuivant la décarbonation et la transition vers une économie circulaire;

Or. en

Amendement 224
Irene Tinagli

Proposition de résolution
Paragraphe 5 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 ter. invite la Commission et les États membres à renforcer l'importance de la politique du logement dans le cadre du semestre européen et dans d'autres outils de coordination macroéconomique, ainsi qu'à mobiliser des investissements et des

réformes pour améliorer la situation concernant le logement social et le logement à prix abordable, en particulier dans les zones où la demande est forte, ce qui constitue une condition préalable au renforcement de la compétitivité de l'Union;

Or. en

Amendement 225
Johan Van Overtveldt

Proposition de résolution
Paragraphe 5 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 ter. souligne que de nombreuses réformes nécessaires pour combler le déficit d'investissement ne nécessitent pas de ressources financières, mais la volonté politique de les mettre en œuvre;

Or. en

Amendement 226
Regina Doherty

Proposition de résolution
Paragraphe 5 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 ter. demande des réformes pour permettre aux petites entreprises de s'identifier plus facilement à la taxe sur la valeur ajoutée dans toute l'Union européenne, y compris par voie électronique;

Or. en

Amendement 227
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 5 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 ter. prend note de la conclusion de l'AEAPP selon laquelle, au cours de la période 2020-2023, le rendement des produits d'investissement fondés sur l'assurance n'a pas dépassé le niveau de l'inflation, ce qui signifie que les épargnants de l'Union ont perdu de la richesse en valeur réelle; déplore que les épargnants de l'Union ne bénéficient pas de rendements à la hauteur des risques qu'ils prennent, en raison des frais plus élevés qu'ils doivent supporter comparativement à leurs homologues; craint que le modèle de distribution actuel incite les investisseurs de détail à investir dans des actifs improductifs, tels que les crypto-actifs; invite la Commission à prendre des mesures décisives pour réformer le modèle de distribution des produits financiers dans l'Union; reste convaincu qu'une interdiction des incitations est le meilleur moyen de régler le problème;

Or. en

Amendement 228
Regina Doherty

Proposition de résolution
Paragraphe 5 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 quater. invite instamment la Commission à revoir le cadre prudentiel applicable aux entreprises d'investissement au titre des directives IFR/IFD, afin de s'assurer qu'il est

proportionné et adapté à l'objectif visé; souligne que les entreprises d'investissement agissant en tant que teneurs de marché fournissent une importante liquidité au marché; réaffirme que les contraintes susceptibles de réduire indûment la fourniture de liquidités par les entreprises d'investissement ou de dissuader les petites entreprises d'entrer sur le marché devraient être levées par des modifications législatives;

Or. en

Amendement 229
Irene Tinagli

Proposition de résolution
Paragraphe 5 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 quater. appelle au renforcement de l'État providence européen, notamment l'accès universel à des services publics de qualité, au logement, à la mobilité et à la garde d'enfants, comme condition indispensable pour garantir la cohésion sociale lors de la transition vers une économie plus numérique et plus verte;

Or. en

Amendement 230
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 5 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 quater. note que le secteur financier de l'Union a résisté aux récents chocs économiques et financiers provoqués par l'agression de la Russie à

l'encontre de l'Ukraine ou par les décisions de l'administration Trump d'imposer des droits de douane unilatéraux; attire l'attention sur le fait que la solidité du secteur financier est un élément clé de sa compétitivité; souligne à cet égard que les réformes engagées après la crise financière doivent être poursuivies et achevées; insiste sur le fait que seule l'application complète des accords de Bâle garantirait la solidité financière des banques de l'Union; note qu'en 2024, la part des obligations d'entreprises et des actions dans le portefeuille d'actifs des assureurs est plus importante qu'en 2017; souligne que cela démontre que Solvabilité II, un cadre prudentiel solide, n'a pas entravé, mais au contraire favorisé les investissements des assureurs dans l'économie réelle; estime que la finalisation du réexamen de Solvabilité II doit préserver la solidité prudentielle du cadre;

Or. en

Amendement 231
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 5 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	5 quinquies. rappelle que l'achèvement de l'union bancaire est un élément essentiel de l'union de l'épargne et des investissements; estime que la révision du cadre pour la gestion des crises bancaires et la garantie des dépôts (CMDI) n'est qu'une étape nécessaire dans cette direction; rappelle que la commission ECON du Parlement européen a adopté en avril 2024 sa position sur la proposition de la Commission visant à établir un système européen d'assurance des dépôts (SEAD); rappelle que le SEAD

	garantirait un niveau de sécurité identique à tous les déposants, où qu'ils se trouvent dans l'union bancaire, dissocierait les banques des États souverains et contribuerait de manière significative à l'intégration du secteur bancaire; reste pleinement déterminé à achever l'union bancaire, y compris un véritable système européen de garantie des dépôts (SEAD);

Or. en

Amendement 232
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Sous-titre 2

Proposition de résolution	*Amendement*
Mobiliser les investissements privés et ***faciliter*** l'accès au financement	Mobiliser les investissements privés et ***promouvoir*** l'accès au financement

Or. en

Amendement 233
Markus Ferber

Proposition de résolution
Sous-titre 2

Proposition de résolution	*Amendement*
Mobiliser les investissements privés et faciliter l'accès au financement	Mobiliser les investissements privés et faciliter l'accès au financement ***en mettant en place une union de l'épargne et des investissements***

Or. en

Amendement 234
Stéphanie Yon-Courtin, Gilles Boyer, Pascal Canfin, Billy Kelleher, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que ***l'attractivité des marchés*** des capitaux ***de*** l'Union ***sera renforcée par*** la poursuite de l'intégration ***de son marché intérieur et la création de*** possibilités économiques pour des ***investissements*** privés***, ce qui permettrait d'accroître les rendements***; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	6. ***reconnaît que l'un des principaux obstacles à la mise en place de l'union de l'épargne et des investissements reste la fragmentation des marchés financiers de l'Union;*** estime que ***la mise en place d'un marché*** des capitaux ***attrayant et compétitif dans*** l'Union ***nécessitera, entre autres,*** la poursuite de l'intégration ***des marchés nationaux des capitaux, une harmonisation plus poussée dans certains domaines politiques, une approche plus cohérente des pratiques de surveillance, mais aussi de meilleures*** possibilités économiques pour des ***investisseurs*** privés ***offrant de bons rendements***; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux***, ainsi que les entreprises***;

Or. en

Amendement 235
Auke Zijlstra, Enikő Győri

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de ***l'intégration de son*** marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de ***l'approfondissement du*** marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ***ainsi que***

d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	***par une déréglementation ciblée, mais ambitieuse, par exemple en abrogeant les directives CSRD et CSDDD,*** ce qui permettrait ***de réduire les coûts de mise en conformité et de générer des*** rendements ***plus élevés; souligne que les possibilités économiques ne peuvent pas être créées par un législateur, mais bien par l'esprit d'entreprise; souligne que le législateur ne peut que créer un environnement réglementaire propice à l'esprit d'entreprise***; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, ***y compris des mesures de déréglementation,*** pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux***, sans compromettre la nécessité d'un contrôle adéquat des investissements étrangers***;

Or. en

Amendement 236
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. note que les marchés européens des capitaux restent actuellement très fragmentés, les fonds d'investissement européens demeurant près de sept fois moins importants que les fonds américains[1 bis]; considère que cela pénalise la compétitivité du secteur des fonds d'investissement de l'Union européenne vis-à-vis de ses concurrents mondiaux, dans la mesure où la taille des

fonds est un facteur clé qui a une incidence sur les coûts facturés aux investisseurs finaux; estime qu'un marché des fonds transfrontière plus intégré dans l'Union pourrait, à terme, conduire à une augmentation de la taille des fonds et à des gains d'efficacité qui, s'ils sont répercutés sur les investisseurs de détail, pourraient contribuer à réduire les coûts et à offrir un meilleur rendement aux investisseurs finaux;

[1 bis] ***Rapport Noyer, p. 62, https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/b3ffec15-7ff9-4d6e-a3e0-4b634958f898/files/0f68a9a0-2f79-4cde-aa2a-1aafab7db11e***

Or. en

Amendement 237
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions***,*** législatives ***ou non législatives,*** pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements ***pour les citoyens et les entreprises***; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions législatives pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;

Or. en

Amendement 238
Kinga Kollár, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création ***d'un environnement réglementaire favorisant la compétitivité des entreprises européennes et*** de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux; ***rappelle à cet égard l'importance d'une coordination efficace entre les États membres, qu'il s'agisse des instruments financiers ou des politiques;***

Or. en

Amendement 239
Christophe Gomart

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur***, la simplification de son cadre réglementaire*** et la création

investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;

Or. fr

Amendement 240
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; ***souligne que l'intégration des marchés des capitaux est un pilier indispensable de la stratégie d'investissement de l'Union, qui devrait être complétée par des incitations fiscales bien conçues afin d'en maximiser les effets;*** invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;

Or. en

Amendement 241
Arba Kokalari

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, ***pour*** favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur***, la simplification de son cadre réglementaire*** et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, ***en s'appuyant sur les marchés des capitaux déjà bien développés et performants de certains États membres, afin de*** favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;

Or. en

Amendement 242
Fernando Navarrete Rojas, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à

élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union ***et intégré***, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux; ***rappelle que la perspective d'un rendement plus élevé des investissements est un facteur clé qui incite les investisseurs de détail à participer aux marchés des capitaux;***

Or. en

Amendement 243
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements***; souligne toutefois que les rendements sont entamés par les coûts élevés liés aux investissements sur les marchés de capitaux européens***; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;

Or. en

Amendement 244
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux; ***demande instamment à la Commission de simplifier l'environnement de négociation actuel et de promouvoir une concurrence loyale entre les plates-formes de négociation multilatérales et bilatérales, dans le but d'encourager une plus grande activité sur des marchés transparents; encourage également une révision du cadre MiFID II/R afin d'améliorer la transparence des négociations bilatérales et de contrer le recours croissant à ces plates-formes, susceptible de nuire à la détermination des prix, à la résilience des marchés et à l'équité vis-à-vis des émetteurs et des investisseurs;***

Or. en

Amendement 245
Rasmus Andresen

Proposition de résolution

Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux***, tout en garantissant la protection des consommateurs et la stabilité financière***;

Or. en

Amendement 246
Ľudovít Ódor, Anouk Van Brug, Billy Kelleher

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait d'accroître les rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux; ***souligne à***

cet égard que l'UMC ne serait pas possible sans l'achèvement de l'union bancaire;

Or. en

Amendement 247
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 6

Proposition de résolution	*Amendement*
6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait ***d'accroître les*** rendements; invite la Commission et les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;	6. estime que l'attractivité des marchés des capitaux de l'Union sera renforcée par la poursuite de l'intégration de son marché intérieur et la création de possibilités économiques pour des investissements privés, ce qui permettrait ***de réduire les coûts de financement, d'atténuer les frictions et, à terme, d'obtenir des*** rendements ***plus attractifs***; invite la Commission et***, plus particulièrement,*** les États membres à élaborer des solutions, législatives ou non législatives, pour favoriser la création d'un marché des capitaux à l'échelle de l'Union, doté d'une taille, d'une liquidité, d'une profondeur et d'une transparence suffisantes pour attirer les investisseurs tant européens qu'internationaux;

Or. en

Amendement 248
Fabio De Masi

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. note que le crédit bancaire est généralement moins volatil que les flux de

capitaux à court terme et qu'il reste une source importante de financement des entreprises, car les banques ont une meilleure compréhension des marchés régionaux et des modèles économiques, quand les marchés des capitaux souffrent de comportements grégaires exacerbés et d'informations inégales; note que si l'union des marchés des capitaux peut accroître la productivité des marchés de capitaux européens par une meilleure allocation des ressources et le financement d'investissements plus importants qui nécessitent une certaine taille et une certaine envergure, comme dans le domaine de l'IA, on ne peut pas s'attendre à ce qu'elle augmente de manière significative la demande d'investissements privés, d'autant plus qu'elle est souvent trop coûteuse pour les PME; note que pour cela, les gouvernements devraient augmenter les investissements publics et ainsi attirer les investissements privés;

Or. en

Amendement 249
Arba Kokalari

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. note que le rapport Draghi identifie le sous-développement des systèmes de retraite publics, professionnels et privés par capitalisation dans les États membres de l'Union comme l'un des principaux facteurs limitant l'évolution du marché du capital; souligne que les systèmes de retraite par capitalisation, dans lesquels les cotisations définies sont investies sur les marchés de capitaux plutôt que distribuées par des systèmes par

répartition, sont essentiels pour orienter les investissements à long terme vers l'économie réelle; encourage les partenaires sociaux des États membres de l'Union à élaborer des régimes de retraite professionnelle; reconnaît les avantages pour les assureurs et les fonds de pension professionnelle, lorsque leur situation financière est saine, d'augmenter la part des actions et des fonds d'investissement;

Or. en

Amendement 250
Pascal Canfin, Stéphanie Yon-Courtin, Gilles Boyer

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. invite la Commission, dans le cadre des solutions visant à accroître les investissements en Europe, à créer un nouvel instrument d'investissement privé dépourvu de tout risque car assorti d'une garantie de l'Union afin de débloquer des fonds pour la décarbonation massive et la compétitivité en Europe; souligne que cet instrument permettrait de lever des fonds privés provenant de pensions, d'assurances et de l'épargne par le biais d'obligations de qualité dépourvues de risque et bénéficiant d'une garantie publique de l'Union, et qu'il fonctionnerait au moyen de sous-fonds couvrant des instruments de garantie pour les actions de démarrage, le capital-développement et le financement de projets;

Or. en

Amendement 251
Kinga Kollár, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. estime que l'UMC profitera aux consommateurs et aux PME en offrant des possibilités d'investissement à haut rendement dans l'économie réelle et qu'elle stimulera à terme le marché du capital-risque en améliorant l'accès à des sources de financement diversifiées; considère que le financement des entreprises européennes en expansion au moyen de capitaux européens devrait constituer une priorité, comme en témoigne l'initiative Champions technologiques européens, lancée en février 2023 pour financer des entreprises technologiques européennes prometteuses;

Or. en

Amendement 252
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. souligne que la taille, le degré de développement et la liquidité des marchés des capitaux varient considérablement d'un État membre à l'autre, certains États membres étant nettement plus performants que d'autres pour offrir aux entreprises des marchés primaires et secondaires attrayants et inciter les citoyens à investir sur ces marchés; invite la Commission à identifier les meilleures pratiques et à les intégrer dans les travaux relatifs à l'union de l'épargne et des investissements;

Or. en

Amendement 253
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. demande instamment à la Commission de réévaluer le cadre réglementaire actuel MiFID II/R afin de réduire la complexité de l'environnement de négociation, d'améliorer la transparence des transactions bilatérales et de garantir des conditions de concurrence équitables entre les plates-formes multilatérales et bilatérales, dans le but ultime de favoriser davantage de transactions sur des marchés transparents, au profit des émetteurs, des investisseurs, d'une détermination des prix efficace et de la résilience des marchés des capitaux de l'Union;

Or. en

Amendement 254
Irene Tinagli

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. souligne que le déficit de financement de l'innovation dans l'Union européenne ne peut pas être comblé uniquement par une harmonisation réglementaire ou une amélioration de la surveillance financière; insiste sur le fait que les capitaux continuent d'affluer vers des marchés extérieurs à l'Union dont les coûts sont souvent encore plus élevés, ce

qui suggère l'existence de problèmes structurels plus profonds au sein de l'écosystème d'investissement de l'Union, auxquels il convient de s'attaquer;

Or. en

Amendement 255
Anouk Van Brug, Billy Kelleher, Engin Eroglu, Stéphanie Yon-Courtin

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. estime que les capitaux privés seront essentiels pour combler de la manière la plus efficace possible le déficit d'investissement identifié par M. Draghi; invite la Commission à présenter des propositions ambitieuses et significatives visant à intégrer pleinement les marchés européens des capitaux et à éliminer les obstacles internes à la libre circulation des capitaux dans l'ensemble de l'Union;

Or. en

Amendement 256
Regina Doherty

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. souligne l'importance d'améliorer l'accès des investisseurs de détail à des informations actualisées sur les prix et les produits, ainsi que les possibilités d'offres sur mesure; demande que des mesures soient prises pour faciliter l'accès à ces informations; souligne l'importance de la culture financière et demande des mesures spécifiques pour la renforcer;

Or. en

Amendement 257
Ralf Seekatz

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. se félicite de l'intention de la Commission, dans sa communication sur l'union de l'épargne et des investissements, de stimuler les marchés de la titrisation au moyen d'une proposition législative visant à adapter les exigences prudentielles applicables aux banques et aux assureurs, étant donné que la capitalisation des banques de l'Union est déjà suffisante et qu'elle augmentera encore avec le plancher de fonds propres prévu par le règlement sur les exigences de fonds propres (CRR);

Or. en

Amendement 258
Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Paragraphe 6 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 bis. souligne à cet égard qu'un tel marché des capitaux intégré doit offrir les mêmes possibilités à tous les États membres, indépendamment de leur taille et du degré d'évolution de leurs marchés des capitaux;

Or. en

Amendement 259
Ralf Seekatz

Proposition de résolution
Paragraphe 6 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 ter. demande la mise en place d'une famille d'indices à l'échelle de l'Union afin d'améliorer la visibilité, la comparabilité et la transparence des sociétés cotées en bourse au sein de l'Union, tout en renforçant l'intégrité du marché; demande que cette famille d'indices soit basée sur le système consolidé de publication, qu'elle couvre toutes les actions cotées en bourse au sein de l'Union et qu'elle permette la création de sous-indices pour les différents pays, régions et secteurs afin de répondre aux divers besoins des investisseurs, des émetteurs et de leurs bourses; demande que l'élaboration et la gestion des indices, ainsi que leur utilisation par les acteurs du marché, soient rentables afin de réduire autant que possible la charge qui pèse sur ces derniers et de maximiser les effets positifs indirects, tels que l'augmentation du nombre de cotations en bourse et la création de nouveaux produits financiers;

Or. en

Amendement 260
Irene Tinagli

Proposition de résolution
Paragraphe 6 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 ter. souligne que le principal défi ne réside pas seulement dans l'offre de capitaux d'investissement, mais aussi dans la capacité limitée de l'économie

européenne à mobiliser ces capitaux pour des innovations à haut risque et à haut rendement; indique que cela reflète une combinaison de politiques macroéconomiques qui ne sont pas axées sur la croissance à long terme, ainsi qu'un marché unique, en particulier dans le secteur des services, qui reste fragmenté et dépourvu d'orientation stratégique;

Or. en

Amendement 261
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 6 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 ter. souligne que la liquidité, le degré de développement, la transparence et une détermination des prix efficace sont des caractéristiques essentielles de marchés de capitaux compétitifs; note que l'environnement de négociation de l'Union reste fragmenté, notamment au regard des différents types de plates-formes de négociation; invite la Commission européenne à renforcer les plates-formes de négociation multilatérales transparentes et à garantir des conditions de concurrence équitables avec les plates-formes bilatérales;

Or. en

Amendement 262
Kinga Kollár, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 6 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*

6 ter. demande instamment que l'accent soit davantage mis sur la culture financière, car il convient d'améliorer le niveau de compréhension des citoyens de l'Union à l'égard des différents produits d'investissement; estime qu'il est essentiel de renforcer les connaissances et la confiance dans le domaine financier pour créer une UMC performante et mobiliser les investissements privés;

Or. en

Amendement 263
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 6 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 ter. rappelle que l'UMC est un moyen d'atteindre les objectifs de l'Union et non une fin en soi; demande à la Commission de prendre en considération l'importance des possibilités économiques dans ses propositions visant à revitaliser l'appareil productif européen;

Or. en

Amendement 264
Irene Tinagli

Proposition de résolution
Paragraphe 6 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	6 quater. demande une stratégie industrielle européenne renouvelée qui associe harmonisation réglementaire et

	politiques actives axées sur la demande, permettant aux entreprises de se développer, d'innover et d'être compétitives à l'échelle mondiale dans le domaine des technologies émergentes, tout en préservant l'engagement de l'Union en faveur d'une concurrence loyale et de la durabilité sociale et environnementale;

Or. en

Amendement 265
Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes;	***supprimé***

Or. en

Amendement 266
Auke Zijlstra

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes;	***supprimé***

Or. en

Amendement 267
Fernand Kartheiser, Kristoffer Storm, Nora Junco García, Diego Solier, Geadis Geadi

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes;	***supprimé***

Or. en

Amendement 268
Pierre Pimpie

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient ***l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs*** de surveillance ***directe sur les*** infrastructures de marché paneuropéennes;	7. soutient ***les efforts visant à améliorer l'efficacité des marchés de capitaux par une coopération renforcée entre les États membres et souligne que toute évolution des responsabilités en matière*** de surveillance ***des*** infrastructures de marché paneuropéennes ***devrait respecter pleinement le principe de subsidiarité***;

Or. en

Amendement 269
Johan Van Overtveldt

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; ***réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes;***	7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché;

Or. en

Amendement 270
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; ***réitère sa demande de doter l'AEMF de*** pouvoirs de surveillance directe ***sur les infrastructures de marché paneuropéennes***;	7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché***, là où la valeur ajoutée européenne est clairement démontrée***; ***invite la Commission européenne à déterminer les domaines dans lesquels les*** pouvoirs de surveillance directe ***de l'AEMF pourraient apporter une telle valeur ajoutée au niveau européen***;

Or. en

Amendement 271
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. ***soutient*** l'intégration ***des cadres institutionnels et des structures de marché***; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes;	7. ***rappelle que l'AEMF dispose déjà de pouvoirs de surveillance directe sur plusieurs entités financières, telles que les agences de notation de crédit, les référentiels centraux ou les contreparties centrales de niveau 2 situées en dehors de***

l'Union; estime qu'un cadre de surveillance plus européen contribuerait de manière significative à l'intégration ***et au développement des marchés des capitaux de l'Union***; ***est d'avis qu'une approche échelonnée pourrait être suivie pour atteindre cet objectif;*** réitère sa demande de doter ***en premier lieu*** l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes; ***suggère que l'AEMF pourrait également devenir une plate-forme centrale de données, regroupant les informations communiquées par les entités soumises à des obligations de déclaration en vertu des règlements MiFiR et EMIR; invite la Commission à examiner les modalités selon lesquelles, dans un deuxième temps, l'AEMF pourrait se voir confier des responsabilités en matière de surveillance supplémentaires à l'égard d'autres entités, telles que les plates-formes de négociation, les fonds d'investissement ou les gestionnaires d'actifs de grande taille;***

Or. en

Amendement 272
Regina Doherty, Martine Kemp, Michalis Hadjipantela

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient ***l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de*** pouvoirs de surveillance ***directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes***;	7. soutient ***une plus grande coopération entre l'AEMF et les autorités nationales de surveillance, sur une base d'égalité, soulignant l'importance d'une répartition équitable et équilibrée des*** pouvoirs de surveillance ***qui respecte les spécificités nationales et le principe de subsidiarité***; ***souligne le rôle crucial des autorités nationales de surveillance, notamment la valeur de leurs connaissances institutionnelles existantes, ainsi que leurs capacités et leur expertise***

en matière de surveillance, qui leur permettent de mieux comprendre les contextes locaux; souligne que la meilleure façon de renforcer la convergence de la surveillance est d'intensifier la coopération sur une base d'égalité et d'objectifs communs, ce qui faciliterait l'échange des meilleures pratiques, réduirait la surréglementation et permettrait une utilisation optimale des ressources existantes; demande qu'une proposition soit élaborée afin de faire progresser cette coopération renforcée entre les autorités nationales de surveillance et l'AEMF;

Or. en

Amendement 273
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; ***réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs*** de surveillance ***directe sur les infrastructures de*** marché ***paneuropéennes***;	7. soutient ***la poursuite de*** l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; ***invite les autorités européennes*** de surveillance ***à renforcer la convergence de leurs pratiques afin de faire progresser l'intégration des marchés des capitaux; propose que les autorités européennes de surveillance recourent davantage à leurs outils de convergence afin d'identifier et de corriger les pratiques divergentes qui entravent l'essor du*** marché; ***demande que les autorités nationales aient plus facilement accès à l'expertise technique et au soutien opérationnel des autorités européennes, ce qui favorisera une surveillance plus cohérente, plus efficace et plus proportionnée dans toute l'Union, sans qu'il soit nécessaire de centraliser les compétences;***

Or. en

Amendement 274
Fernando Navarrete Rojas

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de ***doter l'AEMF de pouvoirs*** de surveillance ***directe*** sur les infrastructures de marché paneuropéennes;	7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de ***soutenir le processus de convergence en matière*** de surveillance ***mené par l'AEMF*** sur les infrastructures de marché paneuropéennes ***afin d'améliorer l'efficacité de l'environnement de surveillance et la collaboration avec les autorités compétentes nationales (ACN)***; ***invite les États membres à prendre des mesures supplémentaires pour s'engager à accorder à l'AEMF des pouvoirs de surveillance directe plus étendus sur les prestataires de services sur crypto-actifs, les infrastructures de marché et les entités financières transfrontières;***

Or. en

Amendement 275
Dirk Gotink

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes;	7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché ***et entités*** paneuropéennes ***importantes, tout en laissant les entités plus petites et à***

vocation nationale sous surveillance nationale, en veillant à l'harmonisation des cadres nationaux dans la mesure du possible;

Or. en

Amendement 276
Pascal Canfin, Stéphanie Yon-Courtin, Gilles Boyer, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes;	7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes ***afin de renforcer la compétitivité des marchés de cotation européens***;

Or. en

Amendement 277
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes;	7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande d'accorder à l'AEMF des pouvoirs de supervision directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes***, notamment les grandes bourses, les contreparties centrales et les dépositaires de titres, les groupes transfrontières de gestion d'actifs, les prestataires de***

services sur crypto-actifs et tous les nouveaux produits et services; ***estime que la gouvernance de l'AEMF devrait être revue pour garantir l'efficacité et l'indépendance des décisions de l'AEMF; soutient la proposition du rapport Draghi visant à doter l'AEMF d'une structure de gouvernance plus européenne, inspirée du modèle de la Banque centrale européenne (BCE), et à établir une coopération étroite avec les autorités nationales de surveillance, sur le modèle du mécanisme de surveillance unique;***

Or. en

Amendement 278
Christophe Gomart

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes;	7. soutient l'intégration des cadres institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes; ***appelle à faire de la compétitivité un élément à part entière du processus législatif de l'UE (y compris au niveau des AEMF);***

Or. fr

Amendement 279
Anouk Van Brug, Engin Eroglu, Stéphanie Yon-Courtin

Proposition de résolution
Paragraphe 7

Proposition de résolution	*Amendement*
7. soutient l'intégration des cadres	7. soutient l'intégration des cadres

institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes;	institutionnels et des structures de marché; réitère sa demande de doter l'AEMF de pouvoirs de surveillance directe sur les infrastructures de marché paneuropéennes; ***estime qu'une surveillance harmonisée et centralisée des marchés européens des capitaux soumettrait les acteurs du marché à une réglementation unique, favorisant ainsi la création d'un véritable marché unique des capitaux européens;***

Or. en

Amendement 280
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 7 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 bis. est convaincu qu'une réforme en profondeur de la gouvernance de l'AEMF est justifiée avant d'étendre ses responsabilités en matière de surveillance; estime que la gouvernance révisée de l'AEMF pourrait être basée sur les dispositifs de gouvernance du mécanisme de surveillance unique (MSU) ou de l'Autorité de lutte contre le blanchiment de capitaux (ALBC) récemment créée; souligne que toute décision en matière de surveillance devrait être prise par un organe exécutif composé de membres totalement indépendants, afin d'éviter tout parti pris national; estime qu'un ancrage local est essentiel pour garantir l'efficacité de la supervision et préserver l'expertise des autorités nationales; estime que la mise en place d'équipes de surveillance prudentielle conjointe, sur le modèle de celles qui existent déjà dans le cadre du MSU ou de celles qui seront créées prochainement dans le cadre de l'ALBC, composées de membres d'autorités de l'Union et d'autorités compétentes

nationales, constitue un bon modèle;

Or. en

Amendement 281
Eero Heinäluoma

Proposition de résolution
Paragraphe 7 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 bis. invite la Commission européenne à réexaminer rapidement le règlement MICA et à conférer à l'AEMF des pouvoirs de surveillance directe sur les prestataires de services sur crypto-actifs dépassant une certaine taille, compte tenu des risques accrus liés au secteur des crypto-monnaies;

Or. en

Amendement 282
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 7 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 bis. souligne que l'une des raisons de la fragmentation des résultats en matière de surveillance est la pratique des autorités nationales de surveillance consistant à superposer des obligations nationales supplémentaires aux règles européennes, une pratique souvent qualifiée de «surréglementation»; invite la Commission et les autorités européennes de surveillance à se pencher sur ces cas de dépassement des compétences de la part des autorités nationales afin de parvenir à des résultats plus cohérents en matière de surveillance

dans l'ensemble de l'Union;

Or. en

Amendement 283
Gilles Boyer, Stéphanie Yon-Courtin, Pascal Canfin, Billy Kelleher, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 7 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 bis. souligne le rôle important que la titrisation peut jouer en facilitant le financement des investissements, en créant des sources de financement alternatives pour les entreprises européennes afin de faciliter leur croissance, en renforçant la compétitivité européenne et en créant des marchés européens des capitaux développés et dynamiques;

Or. en

Amendement 284
Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Paragraphe 7 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 bis. est convaincu qu'au lieu de centraliser les cadres et les pouvoirs institutionnels, notamment en matière de surveillance, le marché des capitaux de l'Union doit créer des synergies entre les cadres institutionnels nationaux et supprimer les obstacles qui entravent actuellement les flux d'investissements transfrontières;

Or. en

Amendement 285
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 7 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 bis. estime que les autorités européennes de surveillance (AES) devraient être dotées de ressources financières suffisantes pour pouvoir s'acquitter de leurs missions, notamment en étant habilitées à percevoir des redevances auprès des établissements financiers et des acteurs des marchés des capitaux des entreprises soumises à surveillance;

Or. en

Amendement 286
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 7 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 ter. souligne l'importance d'un rôle majeur de la BCE dans la surveillance des infrastructures de marché d'importance systémique, conformément aux responsabilités qui lui incombent en vertu du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et du règlement SIPS; estime que la BCE devrait contribuer activement à renforcer l'interopérabilité, la résilience et l'intégration des systèmes de

négociation et de gestion post-négociation à l'échelle de l'Union, notamment par le biais de sa surveillance de plates-formes telles que TARGET2-Titres;

Or. en

Amendement 287
Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Paragraphe 7 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 ter. estime qu'un marché européen des capitaux fort, plus attractif et plus performant doit tirer pleinement parti de la diversité des marchés nationaux des capitaux; souligne à cet égard que les solutions universelles se sont déjà révélées inefficaces;

Or. en

Amendement 288
Gilles Boyer, Stéphanie Yon-Courtin, Pascal Canfin, Billy Kelleher, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 7 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 ter. rappelle que les produits titrisés européens ont enregistré des performances au moins équivalentes à celles d'autres catégories d'actifs à revenu fixe au cours des 40 dernières années[1 bis] et qu'ils offrent un éventail d'options en matière de risque;
	1 bis
	https://www.afme.eu/Portals/0/DispatchFeaturedImages/EU%20Securitisation%20

back%20on%20track%205%20point%20plan.pdf.

Or. en

Amendement 289
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 7 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 ter. invite la Commission à examiner si et selon quelles modalités une architecture de surveillance plus intégrée devrait également être mise en place dans d'autres secteurs, tels que les assurances et les fonds de pension;

Or. en

Amendement 290
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 7 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 ter. souligne que tout renforcement des pouvoirs des autorités européennes de surveillance devrait s'accompagner d'une augmentation proportionnelle du niveau de responsabilité de ces autorités;

Or. en

Amendement 291
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 7 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 quater. prend note de la conclusion des rapports Draghi, Letta et Noyer selon laquelle le paysage des infrastructures de marché de l'Union reste fragmenté, en particulier par rapport à celui des États-Unis; rappelle que la consolidation du marché est un processus induit par le marché; met en garde contre le risque de création d'«entités trop grandes pour faire faillite»; souligne que la mise en place d'une autorité de surveillance unique pour les infrastructures de marché de l'Union faciliterait probablement la consolidation du marché; souligne que le manque d'harmonisation des législations nationales est le principal obstacle à la consolidation du secteur des infrastructures de marché;

Or. en

Amendement 292
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 7 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 quater. souligne que la charge administrative et les coûts de mise en conformité qui surviennent dans un contexte transfrontière pourraient déjà être limités par une meilleure coordination et coopération entre les autorités nationales de surveillance, par exemple dans le domaine du partage des données; invite la Commission européenne et les autorités européennes de surveillance à s'orienter vers un régime de «déclaration unique»; estime le point d'accès unique européen comme une initiative importante à cet égard et demande sa mise en œuvre dans les

meilleurs délais;

Or. en

Amendement 293
Gilles Boyer, Stéphanie Yon-Courtin, Pascal Canfin, Billy Kelleher, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 7 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 quater. souligne que la mise en place du marché européen de la titrisation pourrait contribuer à répondre au besoin urgent de l'économie de l'Union de passer d'un financement reposant principalement sur les bilans des banques à une économie qui exploite pleinement le potentiel des marchés des capitaux;

Or. en

Amendement 294
Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Paragraphe 7 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 quater. estime que les futures réformes des marchés des capitaux doivent être fondées sur une approche ascendante et prendre en considération les meilleures pratiques et les spécificités des États membres;

Or. en

Amendement 295
Gilles Boyer, Stéphanie Yon-Courtin, Pascal Canfin, Billy Kelleher, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 7 quinquies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 quinquies. rappelle le rôle de passerelle que joue la titrisation entre les marchés des prêts et les marchés des capitaux, en permettant aux investisseurs d'accéder à un large choix de types d'exposition, de rendements et de secteurs; estime que la titrisation est un outil polyvalent qui permet de diversifier les sources de financement et donc les risques d'exposition, et de renforcer activement la résilience au sein de l'Union en diversifiant le partage des risques privés entre les banques, les assureurs et les autres investisseurs;

Or. en

Amendement 296
Gilles Boyer, Stéphanie Yon-Courtin, Pascal Canfin, Billy Kelleher, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 7 sexies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 sexies. invite la Commission à publier, au deuxième trimestre 2025, une révision ambitieuse et globale du cadre réglementaire applicable à la titrisation, s'inspirant des récentes conclusions du Conseil européen, des déclarations de l'Eurogroupe, de la BCE et de l'AEAPP, ainsi que du récent rapport du comité mixte des autorités européennes de surveillance, en mettant notamment l'accent sur la révision des exigences prudentielles spécifiques, des règles de diligence raisonnable, des obligations de déclaration concernant certains types d'actifs, de la cohérence des critères simples, transparents et standardisés, ainsi que du processus de surveillance,

afin de garantir que la titrisation puisse jouer un rôle crucial dans le financement de la future croissance européenne;

Or. en

Amendement 297
Gilles Boyer, Stéphanie Yon-Courtin, Pascal Canfin, Billy Kelleher, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 7 septies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 septies. rappelle que la titrisation peut être relancée sans compromettre la stabilité financière si les mesures de protection fondamentales mises en place après 2008 sont maintenues: interdiction de la retitrisation, interdiction de la titrisation sans conservation du risque, surveillance stricte des agences de notation;

Or. en

Amendement 298
Gilles Boyer, Stéphanie Yon-Courtin, Pascal Canfin, Billy Kelleher, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 7 octies (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	7 octies. invite la Commission à évaluer l'opportunité de créer une plate-forme européenne commune de titrisation, afin de normaliser les produits et d'attirer davantage d'investisseurs sur le marché, notamment les petites banques qui n'ont actuellement pas accès à ce mode de financement;

Or. en

Amendement 299
Ralf Seekatz

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. demande instamment à la Commission d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les activités de compensation dans l'Union;	***supprimé***

Or. en

Amendement 300
Arba Kokalari

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. demande instamment à la Commission d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les activités de compensation dans l'Union;	***supprimé***

Or. en

Amendement 301
Johan Van Overtveldt

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. demande instamment à la Commission d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les activités de compensation dans l'Union;	***supprimé***

Or. en

Amendement 302
Fernando Navarrete Rojas, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. demande instamment à la Commission ***d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les*** activités de compensation dans l'Union;	8. demande instamment à la Commission ***de mettre en œuvre le règlement EMIR 3.0 de manière harmonieuse et proportionnée, en tirant parti des outils existants et des incitations appropriées afin de promouvoir efficacement la compétitivité et l'attractivité des*** activités de compensation ***basées*** dans l'Union; ***souligne que les chambres de compensation de l'Union devraient être attrayantes tant pour les produits dérivés libellés en euros que pour ceux libellés dans d'autres devises, afin de garantir la dimension mondiale de l'Union en matière de compensation centrale; attire l'attention sur le fait que, conformément à l'objectif de simplification réglementaire, la priorité devrait rester l'application effective du cadre existant plutôt que l'introduction de nouvelles initiatives législatives; souligne en outre qu'il est crucial de renforcer l'offre de services, la gamme de produits, l'acceptation des garanties et la compétitivité des coûts des contreparties centrales de l'Union afin de parvenir à une relocalisation significative des activités de compensation dans l'Union; insiste sur le fait que cette relocalisation ne doit pas être imposée par des obligations réglementaires ou en contraignant les acteurs du marché à effectuer leurs opérations de compensation dans l'Union, mais plutôt en rendant l'écosystème de compensation de l'Union plus attrayant, plus efficace et offrant davantage d'opportunités que les***

juridictions concurrentes, afin que les entreprises le choisissent comme leur lieu de prédilection; invite l'AEMF et la Commission, lors de la mise en œuvre du règlement EMIR 3.0, à renforcer un processus axé sur le marché, basé sur la demande et la compétitivité, afin que les activités de compensation dans l'Union deviennent naturellement la solution privilégiée par les acteurs du marché mondial;

Or. en

Amendement 303
Auke Zijlstra

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. ***demande instamment à*** la Commission ***d'élaborer des propositions*** visant à ***rapatrier correctement les activités*** de compensation dans l'Union;	8. ***prend acte des trois décisions consécutives de*** la Commission visant à ***étendre l'équivalence aux contreparties centrales situées au Royaume-Uni; note que, neuf ans après la décision britannique de déclencher l'article 50 et cinq ans après le Brexit, les services de compensation des contrats libellés en euros n'ont toujours pas été relocalisés dans l'Union; souligne que cela laisse entendre que les prestataires d'activités*** de compensation ***ne se sentent pas les bienvenus*** dans l'Union; ***attire l'attention sur le fait que le règlement EMIR ne précise pas que les services de compensation des contrats libellés en euros doivent être situés à l'intérieur de la zone euro;***

Or. en

Amendement 304
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. demande instamment à la Commission ***d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les*** activités de compensation dans l'Union;	8. demande instamment à la Commission ***de surveiller le rapatriement des*** activités de compensation dans l'Union ***et, si nécessaire, d'introduire des mesures pour faciliter ce processus***; ***note que l'environnement post-négociation dans l'Union reste fragmenté; appelle à une consolidation axée sur le marché et à la suppression des obstacles juridiques et réglementaires afin de créer un paysage post-négociation plus intégré et plus efficace;***

Or. en

Amendement 305
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. ***demande instamment à*** la Commission ***d'élaborer des propositions*** visant à ***rapatrier correctement les activités*** de compensation ***dans*** l'Union;	8. ***invite*** la Commission ***à élaborer des propositions*** visant à ***partager efficacement les meilleures pratiques en matière d'activités*** de compensation ***et de règlement entre les chambres de compensation de*** l'Union***, en garantissant une coopération totale***; ***souligne l'importance de la concurrence entre les chambres de compensation et de règlement, tout en respectant les compétences nationales et en préservant la libre concurrence dans un cadre commun;***

Or. en

Amendement 306
Regina Doherty

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. demande instamment à la Commission ***d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les*** activités de compensation ***dans*** l'Union;	8. demande instamment à la Commission ***de poursuivre l'adoption d'une approche raisonnable à l'égard des*** activités de compensation***, afin de garantir que les acteurs du marché de l'Union continuent d'avoir accès à des services de compensation centrale efficaces et sûrs, ainsi qu'à des services de compensation pour le compte de clients, et de continuer à soutenir la stabilité et la sécurité pour les acteurs du marché de*** l'Union;

Or. en

Amendement 307
Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. demande instamment à la Commission ***d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les*** activités de compensation dans l'Union;	8. demande instamment à la Commission***, qu'au lieu d'imposer le rapatriement des*** activités de compensation dans l'Union ***sur une base normative, elle crée plutôt un environnement concurrentiel et efficace susceptible d'attirer ces activités***;

Or. en

Amendement 308
Stéphanie Yon-Courtin, Gilles Boyer, Pascal Canfin, Anouk Van Brug

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. demande ***instamment*** à la Commission ***d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les*** activités de compensation dans l'Union;	8. demande à la Commission ***de mettre en œuvre le cadre EMIR révisé afin de faciliter le rapatriement des*** activités de compensation dans l'Union;

Or. en

Amendement 309
Lídia Pereira, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. demande instamment à la Commission ***d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement*** les activités de compensation dans l'Union;	8. demande instamment à la Commission ***d'évaluer les répercussions du règlement sur*** les activités de compensation dans l'Union;

Or. en

Amendement 310
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. demande instamment à la Commission d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les activités de compensation dans l'Union;	8. demande instamment à la Commission d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les activités de compensation dans l'Union; ***regrette la situation actuelle dans laquelle l'essentiel des activités de compensation de l'Union est réalisé en dehors de l'Union; déplore la décision de prolonger l'équivalence accordée aux contreparties centrales***

britanniques pour une période de trois ans, jusqu'au 30 juin 2028, et estime que cette prolongation devrait être la dernière;

Or. en

Amendement 311
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 8

Proposition de résolution	*Amendement*
8. demande instamment à la Commission d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les activités de compensation dans l'Union;	8. demande instamment à la Commission d'élaborer des propositions visant à rapatrier correctement les activités de compensation dans l'Union; ***attend avec impatience un acte délégué ambitieux sur les comptes actifs dans le cadre du règlement EMIR 3.0; invite la Commission européenne à continuer d'évaluer l'évolution des activités de compensation et à présenter de nouvelles propositions législatives visant à renforcer l'écosystème de compensation de l'Union;***

Or. en

Amendement 312
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 bis. se félicite de l'annonce par la Commission d'un ensemble ambitieux de propositions législatives visant à renforcer l'écosystème de négociation et de post-négociation dans l'Union européenne, à supprimer les obstacles aux activités transfrontières et à adapter le cadre aux

nouvelles technologies; estime qu'une telle proposition pourrait contribuer à remédier à la fragmentation du marché dans l'Union; souligne toutefois que toute initiative visant à consolider le marché devrait être déterminée par le marché lui-même; note que, par le passé, des décisions antitrust trop strictes ont parfois entravé la poursuite de l'intégration du marché;

Or. en

Amendement 313
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Paragraphe 8 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	8 bis. constate avec inquiétude la fragmentation des structures de marché, qui conduit à la dispersion de la liquidité des actions individuelles sur plusieurs plates-formes de négociation; reconnaît l'impact négatif potentiel d'une liquidité fractionnée sur la formation des prix, la qualité d'exécution et la profondeur globale du marché; invite la Commission à donner la priorité à une évaluation de la fragmentation des liquidités dans le cadre de ses travaux sur l'union des marchés de capitaux et à envisager des mesures ciblées pour favoriser une plus grande concentration des liquidités sur les marchés de l'Union;

Or. en

Amendement 314
Fernando Navarrete Rojas, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note ***que la*** rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; ***invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation***;	9. note ***qu'une*** rationalisation ***accrue*** des procédures administratives peut améliorer ***considérablement*** l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; ***souligne la nécessité de réduire la charge réglementaire liée au cadre de l'Union pour la finance durable, comme le souligne le rapport Draghi, notamment en améliorant la clarté, la cohérence et les orientations; se félicite, à cet égard, du train de mesures omnibus sur la durabilité présenté par la Commission, qui constitue une avancée vers la réduction de la complexité et l'amélioration de la facilité d'utilisation des principaux instruments législatifs, notamment en proposant de passer à l'établissement de rapports volontaires dans certains domaines***;

Or. en

Amendement 315
Marco Falcone, Fulvio Martusciello

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission ***à s'appuyer davantage sur*** des règlements ***que sur des directives, en***	9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission ***européenne à privilégier, le cas échéant, le recours à*** des règlements

limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;

en tant qu'instrument réglementaire afin de renforcer l'harmonisation du marché unique et d'éviter des phénomènes de fragmentation ***réglementaire entre les États membres, tout en garantissant, le cas échéant, une marge de flexibilité suffisante lorsqu'il est nécessaire de tenir compte des spécificités nationales et du principe de subsidiarité;***

Or. it

Amendement 316
Engin Eroglu

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; ***invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;***	9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières;

Or. de

Amendement 317
Christophe Gomart

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des	9. note que la rationalisation des

procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres ***devrait*** faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;	procédures administratives***, et, plus généralement, du cadre réglementaire, en particulier pour les investisseurs et les entreprises financières,*** peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement ***pour les investisseurs de l'Union et étrangers***; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres ***et une supervision plus harmonisée des activités sur les marchés nationaux devraient*** faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation; ***invite, à l'exception de son programme de simplification, la Commission à privilégier la stabilité réglementaire.***

Or. fr

Amendement 318
Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives ***peut améliorer*** l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives***, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation***;	9. note que la rationalisation des procédures administratives ***améliore*** l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement***; invite la Commission à simplifier les procédures administratives à grande échelle afin d'attirer les investissements privés et de favoriser la compétitivité européenne, en facilitant la création et l'expansion des entreprises***; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières***, en particulier dans des secteurs stratégiques tels que le secteur des***

services financiers, où le manque d'harmonisation entrave l'accès au financement et à l'investissement; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives ***dans le secteur des services financiers, afin de réduire le risque de «surréglementation»***;

Or. en

Amendement 319
Stéphanie Yon-Courtin, Gilles Boyer, Pascal Canfin, Billy Kelleher

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. ***note*** que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;	9. ***estime*** que la rationalisation des procédures administratives ***pour les entreprises et les citoyens*** peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; ***considère que la simplification du cadre législatif doit être comprise comme le maintien de l'ambition de l'Europe, tout en facilitant la mise en œuvre pour les entreprises et la compréhension des règles pour ses citoyens, ce qui, en fin de compte, renforcera la compétitivité et l'autonomie stratégique de l'Union;*** estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;

Or. en

Amendement 320
Fernand Kartheiser, Geadis Geadi, Kristoffer Storm, Nora Junco García, Diego Solier

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que ***l'alignement*** des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; ***invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;***	9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que ***la coordination*** des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières;

Or. en

Amendement 321
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime ***que*** l'alignement des cadres législatifs des États membres ***devrait faire partie*** du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à ***s'appuyer davantage sur*** des règlements ***que sur*** des directives, en ***limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une*** fragmentation;	9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime ***qu'il convient de poursuivre*** l'alignement des cadres législatifs des États membres ***dans le cadre*** du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à ***évaluer, le cas échéant, le recours à*** des règlements ***plutôt qu'à*** des directives, en ***vue de réduire la*** fragmentation ***de la réglementation tout en respectant les principes de subsidiarité et de proportionnalité***;

Or. en

Amendement 322
Arba Kokalari

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à ***s'appuyer davantage sur des*** règlements ***que sur des*** directives, ***en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation***;	9. note que la rationalisation ***ciblée*** des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à ***envisager de privilégier les*** règlements ***plutôt que les*** directives, ***lorsque cela est dûment justifié, afin de réduire les divergences nationales excessives et d'assurer une plus grande harmonisation au sein du marché unique***;

Or. en

Amendement 323
Lídia Pereira, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à ***s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une***	9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à ***appliquer le principe «moins réglementer, mieux réglementer», en garantissant l'harmonisation lorsque les analyses d'impact indiquent une***

fragmentation;	***valeur ajoutée évidente et en s'attaquant à la*** fragmentation;

Or. en

Amendement 324
Auke Zijlstra

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives ***peut*** améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement***; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de*** faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur ***des règlements*** que sur ***des directives***, en limitant ainsi la ***marge d'appréciation nationale***, qui pourrait ***entraîner une fragmentation***;	9. note que la rationalisation ***et la déréglementation*** des procédures administratives ***peuvent*** améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement ***et*** faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur ***la déréglementation*** que sur ***la réglementation***, en limitant ainsi la ***surréglementation de l'Union***, qui pourrait ***dissuader les investissements dans l'Union***;

Or. en

Amendement 325
Enikő Győri, Pierre Pimpie, Jorge Martín Frías

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. ***note que la rationalisation des procédures administratives peut*** améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que ***l'alignement des*** cadres législatifs des États membres ***devrait*** faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; ***invite***	9. ***souligne qu'une réduction significative de la charge administrative est essentielle pour*** améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que ***la mise en place de synergies entre les*** cadres législatifs des États membres ***pourrait*** faire partie du programme de simplification***,***

la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;	***dans le respect de leurs compétences,*** afin de faciliter les activités transfrontières;

Or. en

Amendement 326
Pierre Pimpie

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que ***l'alignement des cadres législatifs des*** États membres ***devrait faire partie du programme de simplification*** afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des ***règlements*** que sur des ***directives***, ***en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une*** fragmentation;	9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que ***les*** États membres ***devraient s'efforcer de simplifier leurs cadres législatifs*** afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des ***directives*** que sur des ***règlements***, ***afin d'encourager les États membres à réduire la*** fragmentation;

Or. en

Amendement 327
Dirk Gotink

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives ***peut*** améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États	9. note que la rationalisation des procédures administratives ***et la simplification de la réglementation peuvent*** améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement;

membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;	estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation; ***invite la Commission à adhérer au principe «un ajout, deux retraits» afin de réduire la charge réglementaire et à effectuer un contrôle de compétitivité pour chaque nouvelle initiative politique;***

Or. en

Amendement 328
Michalis Hadjipantela

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;	9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement ***et demande une réduction de la complexité et des charges inutiles pour les partenaires chargés de la mise en œuvre et les bénéficiaires, en particulier les PME***; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;

Or. en

Amendement 329
Kinga Kollár, Isabel Benjumea Benjumea

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;	9. note que la rationalisation ***et l'accélération*** des procédures administratives ***ainsi que la réduction des charges administratives peuvent*** améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;

Or. en

Amendement 330
Rasmus Andresen

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;	9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres***, tout en préservant les normes sociales minimales nationales,*** devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait

entraîner une fragmentation;

Or. en

Amendement 331
Danuše Nerudová

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;	9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement ***et demande une réduction de la bureaucratie pour les bénéficiaires ainsi que la simplification des programmes de l'Union***; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;

Or. en

Amendement 332
Ľudovít Ódor, Anouk Van Brug, Billy Kelleher

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la	9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la

Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;	Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation; ***invite à cet égard la Commission à explorer de manière approfondie le potentiel du 28e régime, qui pourrait lever toutes les restrictions existantes;***

Or. en

Amendement 333
Markus Ferber

Proposition de résolution
Paragraphe 9

Proposition de résolution	*Amendement*
9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation;	9. note que la rationalisation des procédures administratives peut améliorer l'attractivité de l'Union en tant que destination d'investissement; estime que l'alignement des cadres législatifs des États membres devrait faire partie du programme de simplification afin de faciliter les activités transfrontières; invite la Commission à s'appuyer davantage sur des règlements que sur des directives, en limitant ainsi la marge d'appréciation nationale, qui pourrait entraîner une fragmentation; ***invite la Commission à lutter contre les cas de «surréglementation» dans les États membres;***

Or. en

Amendement 334
Eero Heinäluoma

Proposition de résolution
Paragraphe 9 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	9 bis. invite la Commission à veiller à ce que les autorités européennes de surveillance (AES) soient systématiquement associées au processus décisionnel concernant les mandats de niveau 2 et de niveau 3 afin de garantir que ces mandats sont fondés sur des données probantes, proportionnés et adaptés aux besoins du secteur financier; invite la Commission à garantir le financement nécessaire à l'exécution de ces mandats par les AES;

Or. en

Amendement 335
Aurore Lalucq
au nom du groupe S&D
Jonás Fernández, René Repasi, Eero Heinäluoma, Evelyn Regner, Niels Fuglsang, Claire Fita, Carla Tavares, Thomas Bajada, Francisco Assis, Lara Wolters

Proposition de résolution
Paragraphe 9 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	9 bis. estime que la première étape de la simplification consiste en une législation efficace; invite la Commission à veiller à ce que les AES soient associées au processus décisionnel concernant les mandats de niveau 2 et de niveau 3 afin de garantir que ces mandats sont fondés sur des données probantes, proportionnés et adaptés aux besoins du secteur financier;

Or. en

Amendement 336
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution

Paragraphe 9 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	9 bis. demande une réduction des charges administratives et réglementaires pesant sur les entreprises, en particulier les entreprises cotées en bourse, afin d'améliorer leur compétitivité et leur attractivité; souligne que des obligations d'information excessives et la complexité des procédures peuvent dissuader les entreprises de s'introduire en bourse et entraver l'accès aux marchés des capitaux;

Or. en

Amendement 337
Sirpa Pietikäinen

Proposition de résolution
Paragraphe 9 bis (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	9 bis. invite la Commission à garantir des conditions de concurrence équitables en encourageant les possibilités d'investissement par l'élaboration d'une réglementation ambitieuse et à long terme en matière de durabilité et d'autres réglementations afin d'assurer une perspective à long terme pour les industries et les investisseurs;

Or. en

Amendement 338
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Paragraphe 9 ter (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	9 ter. demande que les mesures d'exécution sur l'admission à la cote soient pleinement alignées sur son objectif général de réduction de la complexité réglementaire et des coûts de mise en conformité, en particulier pour les émetteurs; souligne que les dispositions de niveau 2 devraient contribuer à rendre l'environnement de cotation plus accessible et plus rentable dans l'ensemble de l'Union;

Or. en

Amendement 339
Giovanni Crosetto, Denis Nesci, Francesco Ventola

Proposition de résolution
Paragraphe 9 quater (nouveau)

Proposition de résolution	*Amendement*
	9 quater. invite la Commission à remédier à la fragmentation des cadres nationaux en matière d'insolvabilité et à mettre en place des mécanismes efficaces pour résoudre les contentieux transfrontaliers; souligne qu'une plus grande convergence juridique et une plus grande clarté des procédures sont essentielles pour réduire les obstacles aux investissements transfrontières et pour favoriser une intégration plus approfondie des marchés des capitaux de l'Union;

Or. en